

Papiers de recherche

Auteurs

Hélène Périvier

Coordination

Stéphanie Leyronas (AFD)

Serge Rabier (AFD)

Analyse
bibliométrique
de la littérature
croisant genre
et communs

Introduction	5
1. Les contours de deux champs de recherche	9
1.1. Les communs	9
1.2. Etudes sur le genre et études féministes	12
1.3. Pourquoi et comment articuler “genre” et “communs” ?	13
2. Méthodologie et données	19
2.1. La base de données Genre&Com	19
2.2. La base de données ijc2020	24
3. Analyse bibliométrique	27
3.1. La dynamique de publication et les revues	27
3.2. Un champ pluridisciplinaire	30
3.3. Collaborations et diffusion scientifique	34
4. Cartographie de la littérature Genre et Communs	39
4.1. Quels types de communs et où ?	39
4.2. Genre, féminisme et communs	41
Conclusion	47
Bibliographie	49

Agence française de développement

Papiers de recherche

Les *Papiers de Recherche de l'AFD* ont pour but de diffuser rapidement les résultats de travaux en cours. Ils s'adressent principalement aux chercheurs, aux étudiants et au monde académique. Ils couvrent l'ensemble des sujets de travail de l'AFD : analyse économique, théorie économique, analyse des politiques publiques, sciences de l'ingénieur, sociologie, géographie et anthropologie. Une publication dans les *Papiers de Recherche de l'AFD* n'en exclut aucune autre.

Les opinions exprimées dans ce papier sont celles de son (ses) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD. Ce document est publié sous l'entière responsabilité de son (ses) auteur(s) ou des institutions partenaires.

Research Papers

AFD Research Papers are intended to rapidly disseminate findings of ongoing work and mainly target researchers, students and the wider academic community. They cover the full range of AFD work, including: economic analysis, economic theory, policy analysis, engineering sciences, sociology, geography and anthropology. *AFD Research Papers* and other publications are not mutually exclusive.

The opinions expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the position of AFD. It is therefore published under the sole responsibility of its author(s) or its partner institutions.

Analyse bibliométrique de la littérature croisant genre et communs

AUTEURE

Hélène Périvier

Directrice du programme
PRESAGE,
OFCE Sciences Po

COORDINATION

Stéphanie Leyronas

Serge Rabier

Agence Française de
Développement

Résumé

Cette recherche repose sur une analyse bibliométrique de la littérature académique articulant la perspective de genre avec celle des communs. Il ne s'agit pas de rapporter l'entièreté des apports théoriques et empiriques de ces deux champs, mais de proposer une grille de lecture du croisement heuristique entre genre et communs pour en faciliter la compréhension et l'appropriation par différentes catégories d'acteurs (académiques, praticiens). L'analyse repose sur une revue de la littérature aussi exhaustive que possible, qui a donné lieu à la constitution d'une base de données, Genre&Com. Celle-ci permet de repérer certaines caractéristiques des différentes approches mobilisées à l'intersection entre ces deux domaines que sont les communs et le genre. Il s'agit de rendre compte de la diversité de ce double champ afin de dégager des pistes de recherche porteuses de renouvellement.

Mots-clés

Genre, Communs, bibliométrie

Remerciements

Je remercie Elise Lehman pour son travail durant son stage à l'OFCE, Serge Rabier, Stéphanie Leyronas, Maxime Forest ainsi que les participants du séminaire interne de l'OFCE pour leurs précieux éclairages. Enfin, je remercie Frank van Laerhove, Michael Schoon et Tessa Eidelman pour m'avoir transmis leurs données portant sur l'analyse de la littérature des communs.

Classification JEL

B54, D70, O35, Z18

Version originale

Français

Acceptée

Mai 2023

Abstract

This research is based on a bibliometric analysis of the academic literature articulating the gender perspective with that of the commons. It is not a question of reporting all the theoretical and empirical contributions of these two fields, but of proposing a grid for reading the heuristic crossing between gender and commons to facilitate its understanding and appropriation by different categories of actors (academics, practitioners). The analysis is based on a literature review that is as exhaustive as possible, which led to the creation of a database, Genre&Com. This allows to identify some characteristics of the different approaches mobilized at the intersection between these two domains that are commons and gender. It aims at considering the diversity of this dual field to identify avenues of research that will lead to renewal.

Keywords

Gender, commons, bibliometry

Acknowledgements

I thank Elise Lehman for her work during her internship at the OFCE, Serge Rabier, Stéphanie Leyronas, Maxime Forest and the participants of the OFCE's internal seminar for their valuable insights. Finally, I thank Frank van Laerhove, Michael Schoon and Tessa Eidelman for providing me with their data on the analysis of the commons literature.

JEL Classification

B54, D70, O35, Z18

Original version

French

Accepted

May 2023

Introduction

Depuis les années 1970 et 1980, les études sur le genre (gender studies) et celles des communs (commons studies) se sont développées progressivement pour atteindre une reconnaissance académique couronnée, s'agissant des communs par l'attribution en 2009 du prix Nobel d'économie à la politiste Elinor Ostrom. Elles constituent aujourd'hui deux domaines institutionnalisés disposant de revues scientifiques spécialisées (par exemple, *Gender and Society* et l'*International Journal of the Commons*), de départements universitaires pour les études de genre¹ ou de plateformes et réseaux académiques s'agissant des communs². Les deux approches partagent des caractéristiques qu'il s'agisse de leur objet d'étude ou de leur mode de développement. En effet, le genre et les communs sont investis de manière empirique et conceptuelle dans une perspective de production de connaissances (1) mesure des inégalités entre les sexes, des discriminations, analyse des processus de domination, d'oppression et d'exploitation d'un côté et de l'autre étude des modes de gestion de ressources matérielles ou immatérielles par des communautés ou organisation collective de la préservation d'une ressource par une

communauté. Ces deux concepts sont également mobilisés à des fins programmatiques dans une perspective radicale (2) dénonciation de formes d'oppression, d'appropriation, de mise en danger de populations, demandes d'égalité ou de transformation des formes de propriétés, remise en cause de l'ordre économique et politique. La frontière entre les deux espaces est poreuse. Une abondante littérature de nature diverse a ainsi émergé pour conceptualiser les problèmes soulevés, mais aussi pour mettre en lumière certaines revendications politiques.

S'agissant de la sphère académique (1), les recherches et publications scientifiques (théoriques ou empiriques) portant sur les communs ou sur le genre se sont développées avec la constitution de réseaux scientifiques associés à des colloques et à des publications qui ont progressivement délimité deux champs à la fois spécifiques et transversaux. En effet, la littérature portant sur les communs et celle des études de genre sont toutes deux orthogonales aux disciplines traditionnelles. Elles reposent sur des collaborations, des

¹ Par exemple, la *London School of Economics* s'est doté en 1993 d'un département spécialisé : *LSE Gender pioneers intersectional, interdisciplinary and transnational teaching and research, addressing the tenacity of gendered power relations and gendered inequalities in times of global transformations. Established in 1993, LSE Gender is the largest Department of Gender Studies in Europe.*

En France, le réseau de recherche du CNRS, MAGE, *Marché du travail et GENre* a été créé en 1995 par Margaret Maruani, ouvrant une voie à l'institutionnalisation des études de genre.

² Tel que le Ostrom Workshop de l'Université de l'Indiana : *The Ostrom Workshop is where the world's top academics, lawyers, economists, policymakers, political scientists, urban and rural developers, and dozens of other disciplines come together. It was founded at Indiana University in 1973 by Nobel laureate Elinor Ostrom and her husband, Vincent. Here, professionals and researchers come together to share solutions to the world's most pressing problems involving communal and contested resources – from clean water to secure cyberspace.*

<https://ostromworkshop.indiana.edu/>

partages de concepts et de connaissances qui dépassent le découpage académique et universitaire des sciences et des disciplines qui y sont associées. De fait, elles sont parfois reléguées aux marges des classifications des savoirs³. Dans les deux cas, ces connaissances ont conduit à repenser les frontières entre sphère privée et publique, le rôle des normes sociales relativement aux choix individuels, les définitions de la propriété, la gestion et le partage des ressources (notamment dans une perspective Nord-Sud) ou encore le rôle que peuvent jouer les communautés et/ou les savoirs traditionnels pour préserver les ressources dans une optique environnementale.

La dimension radicale des études sur le genre et celles des communs (2) se reflète quant à elle dans les revendications politiques sous-jacentes aux deux concepts : critiques du capitalisme ou de l'étatisme et du patriarcat. Les mobilisations contre la mondialisation du capitalisme, le néolibéralisme ont relancé la notion de communs sur la scène politique (Klein 2001). De même, les débats autour des communs de l'internet ont fait émerger une critique de la montée en puissance de la privatisation et du fractionnement de la connaissance, qui s'étendent, à partir des années 1990, à des éléments inédits comme le vivant (génomome humain, semences par exemple) ou comme les logiciels et bases de données. Ces travaux font état d'un « second mouvement des *enclosures* » (Boyle 2003) ou d'une « tragédie des anticommons » (Heller et Eisenberg 1998) résultant de la multiplication de droits de propriété intellectuelle partiels,

ce qui a morcelé l'accès à la connaissance. La perspective féministe a, elle aussi, été dynamisée par la critique du capitalisme et celle d'un féminisme libéral jugé soucieux de la seule promotion des droits des femmes issues des catégories socio-économiques favorisées au détriment de ceux des autres femmes (voir par exemple Fraser (2010) ou Pochic (2018)). Le mouvement #Metoo a également été un moteur de renouvellement de la pensée féministe.

- les mouvements féministes dans leur pluralité dénoncent la domination masculine, l'oppression et l'exploitation des femmes non seulement au sein de la famille, mais aussi dans l'ensemble du système économique ; ils défendent les droits des femmes et promeuvent l'égalité des sexes ; les inégalités ne pouvant être comprises et combattues qu'en les articulant avec d'autres formes de discriminations ou d'inégalités celles associées notamment à l'origine sociale, ou ethnique, ou encore à l'orientation sexuelle.
- les mouvements de défense des droits de communautés autochtones pour l'usage et l'accès aux ressources naturelles ont conduit à repenser des modalités d'accès aux ressources et des modes de gestion de celles-ci autres que celles fondées sur la propriété privée individuelle ou celle de la collectivisation des ressources par l'Etat.
- les mouvements autour des communs de l'internet ont ouvert une voie de reconquête en construisant des méthodes de mise en

³ Par exemple, l'économie féministe est un champ institutionnalisé des sciences économiques qui dispose depuis 2006 d'un code JEL. Elle est placée

au sein de la branche des approches hétérodoxes entre l'économie marxiste et l'institutionnalisme (Périer, 2020).

partage des codes sources logiciels et des instruments juridiques d'un nouveau type (*General Public License* par exemple)⁴.

Pour le champ des communs comme pour celui du genre, les allers-retours entre mouvements politiques et production académique sont fréquents : il s'agit le plus souvent de remettre en cause le fonctionnement de sociétés capitalistes jugé destructeur pour l'environnement et porteur d'oppression, d'exploitation de certaines catégories d'individus. Les ponts entre le champ des communs et celui des études de genre, études et pratiques féministes ont émergé notamment par le biais des questions relatives à la préservation des ressources naturelles dans une optique de soutenabilité écologique et dans une optique de développement économique. L'approche éco féministe, qui connaît aujourd'hui un nouvel essor dans la sphère académique, constitue l'une des passerelles entre les communs et le genre, et certainement la plus visible car particulièrement relayée dans les débats publics. Mais l'articulation entre ces deux champs ne se résume pas à l'éco féminisme. De façon générale, les études de genre ont enrichi les approches théoriques et programmatiques des communs en montrant le poids de la division sexuée des rôles et les inégalités structurelles entre femmes et hommes, y compris dans la gestion des communs. Le croisement des deux perspectives produit un corpus de connaissances, d'analyses et de recommandations

hétérogène à l'image de la diversité des deux champs dont il est issu. Cette littérature comprend des approches théoriques, historiques et alterne entre approche analytique et critique radicale de l'ordre économique et politique fondé sur le capitalisme et le patriarcat.

L'objet de cette recherche est de rendre compte de la diversité de la littérature croisant genre et communs afin de dégager des pistes de recherche porteuses de renouvellement. Il s'inscrit dans la continuité d'une première étude commissionnée par l'AFD à l'OFCE en 2021, étude consacrée au croisement des enjeux genre et climat dans l'action des principaux acteurs du développement international (Forest et Foreste 2021). Ces travaux poursuivent un objectif de décloisonnement des savoirs afin de contribuer au renouvellement des référentiels de l'action de l'AFD. L'étude "genre et climat" s'appuyait sur un corpus de textes produits par diverses catégories d'organisations, le présent rapport repose sur une analyse bibliométrique de la littérature académique articulant la perspective de genre avec celle des communs. Il ne s'agit pas de rapporter l'entièreté des apports théoriques et empiriques de ces deux champs, mais de proposer une grille de lecture du croisement heuristique entre genre et communs pour en faciliter la compréhension et l'appropriation par différentes catégories d'acteurs (académiques, praticiens). L'analyse repose sur une revue de la littérature aussi exhaustive que possible, qui a donné lieu à la

⁴ Ces modèles de collaborations en ligne mobilisent un grand nombre de personnes à travers des plateformes ouvertes et largement basées sur la production « par les pairs » (Bauwens et Lievens 2015). Ils ont inspiré de nombreux projets collaboratifs, tels que Wikipédia, OpenStreetMap ou encore les revues

scientifiques en libre accès. Cela a permis aussi d'autres innovations tels que les réseaux sociaux, le crowdsourcing de l'information et de la collecte de dons.

constitution d'une base de données, Genre&Com. Celle-ci permet de repérer certaines caractéristiques des différentes approches mobilisées à l'intersection entre ces deux domaines que sont les communs et le genre. Afin de mieux saisir la spécificité de ce double champ, nous mobilisons les données issues d'une autre analyse bibliométrique portant sur les communs réalisée à l'occasion du 30ème anniversaire du livre *Governing the Commons* d'Elinor Ostrom et publiée dans *l'International Journal of the Commons* en 2020 (Laerhoven, Schoon et Villamayor-Tomas

2020). Dans un premier temps, nous décrivons brièvement les champs de recherche des communs et du genre en montrant les différentes façons d'articuler les deux. Nous proposons une grille d'analyse de ce double champ. Puis, nous présentons la méthodologie et les données mobilisées. Enfin, nous cartographions la littérature genre et communs en appliquant la grille développée dans la première partie. En guise de conclusion, nous proposons des pistes de recherche futures.

1. Les contours de deux champs de recherche

1.1. Les communs

En 1968, Garrett Hardin montrait que seule la privatisation ou la nationalisation d'une ressource commune en accès ouvert pouvait en garantir la pérennité et permettre d'en tirer profit (Hardin 1968). A contre-courant de cette lecture dite de "tragédie des communs", des travaux ont jeté la lumière sur des pratiques diverses en matière de gestion de ressources matérielles ou immatérielles par une communauté d'individus. En 1984, le réseau *the Common Property Network* était créé pour offrir une plateforme d'échange et de diffusion d'informations entre scientifiques d'horizons disciplinaires variés. En 1989, le réseau devient l'*International Association for the Study of Common Property* (IASCP) sous l'impulsion de chercheurs et chercheuses en sciences sociales (politistes, anthropologistes, économistes, historiens) et de praticiens des communs. Elinor Ostrom, membre de ce réseau, renommé *the International Association for the Study of the Commons* (IASC) en 2006, a montré que des modalités de gouvernance et d'arrangements/agencements institutionnels à partir des communautés d'utilisateurs étaient possibles et efficaces pour gérer certaines ressources communes. Ses travaux conduisent à ajouter un quatrième type de bien au côté des biens privés, des biens publics tels que définis par Samuelson (1954), des biens club tels que définis par Buchanan (1965) : les *common pool resources*. La distinction entre les différents types de biens s'opère selon deux critères : celui de *soustraitibilité d'utilisation* de la ressource et celui d'*exclusion d'usage* qui se déclinent non pas de façon binaire mais selon une graduation (voir le tableau 1.1). L'attribution du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel à Ostrom au titre de cette contribution majeure à la discipline constitue un tournant dans l'essor de la littérature sur les communs : le nombre de membres de l'IASC(P) est passé de 200 à 1000 au cours de la décennie 2010. La grande récession de 2008 a également relancé les réflexions sur les communs, perçus alors comme une alternative aux économies de marché ou étatisées. Cette reconnaissance académique et le développement des travaux sur les communs⁵ ont permis d'élargir les croisements avec d'autres champs (écologie, numérique) et d'autres enjeux (changement climatique, normes et interactions sociales).

Dans cette perspective, un commun est une institution sociale constituée de trois éléments indissociables : une *ressource*, sur laquelle un ensemble d'agents ont des droits et des obligations, et dont la *gouvernance* est élaborée par cette *communauté* qui en régule l'usage selon un ensemble de règles, en fonction de l'évolution du contexte écologique, social et économique. Un commun est souvent localement situé et prend une forme spécifique, dans son objet, ses acteurs et ses règles de gouvernance. Il n'existe pas de ressource qui aurait intrinsèquement des caractères la prédisposant à être gérée sous forme d'un commun et toute ressource n'a pas nécessairement vocation à être un commun. Ainsi, la définition des communs par la ressource ou les biens sur lesquels ils reposent n'est pas satisfaisante (Leyronas et Bambridge 2018). La définition des communs en tant qu'institution se focalise davantage sur les modalités d'organisation, de production de règles pour gérer cette ressource. Dans la lignée de travaux d'Ostrom, Coriat définit les communs comme "*un ensemble de*

⁵ Source: History of the IASC - The International Association for the Study of the Commons (iasc-commons.org).

ressources en accès partagé et collectivement gouvernées au moyen d'une structure de gouvernance assurant une distribution des droits et des obligations entre les participants au commun (commoners) et visant à l'exploitation ordonnée de la ressource, permettant sa reproduction dans le long terme" (Coriat 2017).

**Tableau 1.1. Les quatre types de biens selon Ostrom
(Ostrom et Laurent 2012 ; Ostrom, Gardner, et Walker 1994)**

		Degré de soustractabilité	
		élevé	faible
Degré d'exclusion des usagers	élevé	Biens privés -> alimentation, voitures, vêtements	Biens à péage -> théâtres, clubs
	faible	Ressources communes -> pâturages, forêts Services communs -> pêche, système d'irrigation	Biens publics -> sécurité, Paix, santé, éducation

Source : adapté de Ostrom et al. (2012)

Les pratiques de communs consistent en de multiples formes de résolution des problèmes d'action collective proposées par les communautés à travers la construction de systèmes de règles *ad hoc*, et *a priori* horizontaux. Ces règles redéfinissent la propriété en tenant compte de ses multiples dimensions. Schlager et Ostrom (1992) définissent des faisceaux de droits qui consistent à préciser non seulement les prérogatives des propriétaires mais également celles des usagers ou bénéficiaires de la ressource. Elles identifient quatre types de droits :

- le droit d'accès à la ressource et le droit de prélèvement (1) ;
- le droit de gestion → droit de participer à l'élaboration ou la modification de la règle de gestion de la ressource (2) ;
- le droit d'exclusion → droit de décider qui a accès à la ressource et d'en exclure certaines personnes (3) ;
- le droit d'aliéner la ressource → droit de céder ou de prêter l'un de ces 4 types de droits (4).

Ces droits, formels ou informels, écrits ou oraux mais socialisés, sont construits par une communauté donnée, en fonction de ses besoins. Ils se cumulent pour définir des statuts différents : les *owners*, qui disposent des droits (1) à (4), *proprietors* qui disposent des droits (1) à (3) ; les *claimants*, qui disposent des droits (1) et (2) ; et les *users* qui disposent du droit (1). Enfin, la question de la gestion de la création de la valeur et de sa répartition au sein de la communauté est négociée et discutée dans le cadre de la gestion de la ressource.

Les communs « fonciers » s'organisent autour de ressources naturelles telles une forêt, une nappe souterraine, un pâturage afin d'en assurer la pérennité. Ils sont gérés en général par des communautés de riverains, qui gouvernent les conditions d'accès et de prélèvement de la ressource, pour eux-mêmes, et le cas échéant pour ceux, non riverains, mais auxquels un droit d'usage est accordé. Ils peuvent aussi émerger en vue de créer une infrastructure de service inexistante (eau potable, électricité, centre de santé par exemple) et d'en assurer la gestion et la pérennité. Il s'agit alors de communs de service. Les communs peuvent aussi se présenter de manière immatérielle, lorsqu'une communauté d'ayants droit crée et entretient, sur une base collaborative, des bases de données, des codes informatiques, des outils numériques, des connaissances partagées, des créations littéraires et artistiques. Ces communs peuvent se situer à une échelle mondiale. L'exemple le plus emblématique et fréquemment cité est l'encyclopédie en ligne Wikipedia. Enfin, les communs peuvent reposer sur un mélange structuré autour de ressources matérielles et immatérielles. C'est le cas par exemple des « fab lab » : servant d'ateliers de production, de création et de prototypage, et de lieux de formation par la pratique, ils associent des ressources digitales en accès ouvert et des espaces physiques rassemblant des machines-outils (découpeuses laser, imprimantes 3D) dont l'usage est partagé. Les communs sont souvent un système flexible, adaptable, contrôlé par des communautés à partir de leurs besoins dans un processus bottom-up. Au triptyque ressource, gouvernance, communauté, peut s'ajouter le concept de capacité réelle des individus, en référence aux *capabilities* au sens de Sen (2005) et Nussbaum (1997), à participer à la gouvernance et à accéder à la ressource, il s'agit ici de communs de *capabilities* (Fontaine 2021).

Ces caractérisations des communs se fondent sur l'idée d'un ensemble de pratiques sociales. Mais le concept de commun se réfère aussi à un paradigme politique ou même une éthique. Dans cette perspective, les communs peuvent être définis comme un principe politique qui désigne l'association de personnes qui, parce qu'elles s'engagent dans des tâches communes, produisent des normes morales, politiques et juridiques pour encadrer leurs actions (voir Jourdain (2021) pour le détail de cette littérature). La question centrale n'est alors plus la ressource en tant que telle, ni la communauté à laquelle appartiennent les individus concernés, mais la charge que partagent ces personnes, qui consiste à préserver et à transmettre le commun. (Dardot et Laval 2014) définissent ainsi les communs comme un principe politique qui *“définit un nouveau régime des luttes à l'échelle mondiale”*. L'organisation sociale politique et économique par les communs devient dans ce cadre une alternative à un capitalisme qualifié de néolibéral en excluant du processus marchand un ensemble plus large de biens, de services et de ressources, et une alternative à l'étatisation des ressources.

Jourdain (2021, p.13) propose une définition synthétique des communs comme des *“institutions gouvernées par les parties prenantes liées à la chose commune ou partagée (matérielle ou immatérielle) au service d'un objet social garantissant les capacités et les droits fondamentaux (accès, gestion, décision) des parties à l'égard de la chose ainsi que leurs devoirs (préservation, ouverture et enrichissement) envers elle.”*

1.2. Etudes sur le genre et études féministes

Le féminisme est un courant de pensée et un mouvement politique qui vise l'égalité des sexes et la promotion des droits des femmes. Il dénonce le sexisme en tant que système de disqualification des femmes et l'ordre sexué, ainsi que le patriarcat (Périer 2020). Le féminisme ne peut être réduit à un activisme ou à une idéologie, car il repose sur un processus complexe d'élaboration d'une pensée théorique associée à des pratiques ou des combats politiques. Il est donc ancré dans une logique de production de savoirs, de controverses, permettant d'ouvrir un espace d'intelligibilité autour de l'égalité des sexes : *Le féminisme: ça pense!* (Fraisie 2022). Considérant que le pouvoir et le savoir sont inséparables, la critique féministe de sciences pointe le fait que la science n'a pas été neutre en de multiples occasions, et qu'elle a souvent servi à légitimer des structures de pouvoirs au sein d'une société (Harding 1991).

Dans le sillage des études féministes, se sont développées les études sur le genre. Celles-ci désignent un champ de recherche et d'études pluridisciplinaires et internationales qui analysent les rapports de pouvoir, les inégalités et les discriminations fondées sur le sexe, le genre (y compris l'identité ou l'expression de genre), l'orientation sexuelle, et fréquemment à l'intersection avec d'autres catégories, telles que la classe sociale, l'origine ethno-raciale réelle ou supposée, la religion, l'âge, le handicap. Ce champ d'études s'inscrit dans les recherches menées produisant des controverses scientifiques autour de notions telles que : femmes-hommes, sexe, rapports sociaux de sexe, genre, *queer* et intersectionnalité. L'intérêt de cette approche est de rendre possible une réflexion sur la construction des inégalités, la pensée de l'égalité, les pratiques socioculturelles et politiques et sur les politiques publiques. Ce champ de recherche est en constant renouvellement, porté par une démarche critique et réflexive⁶. Le genre est un concept qui pointe un système de domination constitué d'un dense écheveau de positionnements hiérarchiques, rapports sociaux, mécanismes de rétribution et d'attribution de rôles déterminés en fonction du sexe des individus.

Les apports du concept de genre peuvent être résumés à partir de quatre dimensions telles qu'énoncées par Bereni (2014) :

1. **le genre comme construction sociale** → il s'agit de critiquer une vision essentialiste de la différence des sexes, qui consiste à attribuer des caractéristiques immuables aux femmes et aux hommes en les ancrant dans la biologie.
2. **le genre comme processus relationnel** → il s'agit d'affirmer que les caractéristiques associées à chaque sexe sont construites en opposition les unes aux autres. Ainsi le féminin associé à la catégorie "femmes" ne peut se comprendre que dans une articulation avec le masculin associé à la catégorie "hommes". Le genre peut être considéré comme un ordre normatif qui produit la frontière entre les deux catégories de sexe.
3. **le genre comme rapport de pouvoir** → l'approche se concentre sur la hiérarchie entre les deux pôles que ce soit en terme d'accès et de distribution des ressources, du pouvoir, de la valorisation symbolique. Au sein des travaux francophones, d'autres termes existaient avant

⁶ Voir le site de PRESAGE, Programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre de Sciences Po.

d'être rassemblés sous le vocable de "genre", tels que, et sans prétendre à l'exhaustivité: sexage (Guillaumin 2016) ; rapport sociaux de sexe (Cardon et al. 2009) ; valence différentielle des sexes (Héritier 2012) ; genre (Scott et Servan-Schreiber 2012).

4. **le genre imbriqué dans d'autres rapports de pouvoir** → il s'agit de mettre l'accent sur le caractère hétérogène des catégories de sexes qui sont traversées par de multiples tensions et rapport de pouvoir liés par exemple à l'origine sociale, ethnique, l'orientation sexuelle, ou les identités de genre.

Sans cesse renouvelées, les études sur le genre embrassent un horizon qui s'étend de l'intime à l'institutionnel. Le concept de genre s'emploie au singulier lorsqu'il fait référence à l'analyse des structures de pouvoir ; il consiste alors à déplacer la question des sexes vers un espace de pensée plus large. Il peut s'employer au pluriel lorsqu'il renvoie à des questions relatives aux identités de genre. Comme tout champ de recherche, de nombreuses controverses émergent en son sein⁷ ainsi qu'à son croisement (parfois frictionnel) avec d'autres champs d'études tels que les théories décoloniales (Dietze 2014) ou l'intersectionnalité (Lutz, Herrera Vivar, et Supik 2016). Une dimension importante de ces controverses internes concerne la sous-représentation des spécialistes des "Suds globaux" dans la littérature sur le genre (Medie et Kang 2018).

A travers l'analyse critique des discours et des pratiques de domination instituées, les perspectives féministes à l'œuvre dans les travaux sur le genre éclairent des dimensions encore peu explorées des communs. Une approche intégrant la perspective de genre permet de rendre compte des diverses conditions de vie de façon plus rigoureuse et précise. D'un point de vue épistémologique, la prise en compte du genre transforme l'analyse économique : non seulement parce que cela conduit à élargir les problématiques en ajoutant des questionnements relatifs aux expériences sociales des femmes, mais également parce que cela conduit à s'interroger sur la façon dont les sujets de recherche émergent et sont façonnés par des valeurs et des normes (Ferber et Nelson 1993). Ainsi, cette perspective renforce la théorie des communs qu'elle soit comprise comme l'étude de l'organisation de gestion de ressources par des communautés ou comme un principe politique visant à remplacer le capitalisme ou l'étatisme.

1.3. Pourquoi et comment articuler "genre" et "communs"?

Les communs ostromiens et le genre

Ostrom a conceptualisé le fait que des acteurs locaux peuvent dépasser le dilemme entre action collective, intérêt individuel et préservation de la ressource commune.

⁷ Voir par exemple, les travaux de Fraisse (2010) qui pointent le fait que le genre est autant une loupe qui permet de mieux comprendre les rapports de forces et les tensions, qu'un masque qui peut invisibiliser les femmes.

Ses travaux mettent en avant un ensemble de principes qui permettent une gestion viable et soutenable de la ressource (Ostrom 1990, (p. 90-102)), parmi lesquels on trouve :

- une définition précise de mode d'accès à la ressource (en opposition à un accès ouvert sans règle),
- une application des arrangements tels qu'ils ont été négociés,
- l'instauration de sanctions crédibles pour les personnes qui ne respectent pas ces règles,
- des mécanismes de résolution de conflits,
- un niveau de reconnaissance minimale de droits à organiser.

Ces principes ne sont valables qu'à condition de pouvoir recenser l'ensemble des usagers de la ressource, ou encore des contours de cette ressource. Les expérimentations montrent que la coopération au sein des communs est renforcée par la réciprocité, la réputation individuelle et la confiance. Mais ces analyses intègrent rarement la perspective de genre, or ces règles peuvent conduire à renforcer l'organisation patriarcale des communautés en excluant les femmes du processus de négociation de la règle et/ou en produisant des règles qui les excluent de l'accès à la ressource; la participation des femmes à la table de négociation ne conduisant pas nécessairement à leur inclusion dans la gestion de la ressource, car d'autres dimensions comme statut social ou l'origine ethnique sont également déterminantes. Ainsi, supposer que les intérêts sont homogènes au niveau de la communauté entre tous ces membres revient à nier l'existence de structures de pouvoirs, d'oppression et de domination. Ostrom n'a pas introduit la dimension du genre dans ses recherches. Certes, elle a évoqué parfois le fait que ces règles pouvaient avoir des effets différenciés sur la situation des femmes et des hommes. L'analyse textuelle des travaux d'Ostrom réalisée par Łapniewska (2016) mesure le degré de prise en compte du genre, ou des situations différenciées des femmes et des hommes dans ses publications. Quelques papiers distinguent la situation des femmes et des hommes. Dans un article publié en 1999, elle mentionne le rôle du sexe au côté d'autres caractéristiques individuelles telles que la caste, l'âge, l'ethnicité, le clan, la classe (Ostrom 1999) ; dans un chapitre d'ouvrage collectif publié en 2008, elle introduit le genre au sein de sa grille d'analyse conceptuelle des communs en mentionnant que la règle de gestion du commun peut être affectée par certaines caractéristiques individuelles des participants à son élaboration dont le sexe (Ostrom 2008). Cependant, l'approche genre est transformative et ne peut se résumer au seul ajout d'une catégorie sexe dans l'analyse. En adoptant cette définition d'une approche genrée de la recherche, il ressort que les travaux d'Ostrom sont globalement aveugles au genre, et ceci y compris lorsqu'elle mentionne des processus de contrôle, d'exclusion, de pouvoir, de hiérarchie de domination et d'inégalités. Dans un entretien publié dans la revue *Feminist economics* en 2012, elle admet ne pas avoir mobilisé le genre comme un facteur clé de ses travaux mais dit avoir encouragé beaucoup de ses étudiants et étudiantes à adopter cette perspective, comme Esther Mwangi, Ruth Meinzen-Dick et and Yan Sun (May et Summerfield 2012a). L'analyse bibliométrique indique en effet Mwangi et Meinzen-Dick comme des contributrices importantes de la littérature croisant la perspective de genre et celle des communs (voir chapitre 3).

Genrer les communs ou commoner le genre ?

Les deux concepts, genre et communs, partagent des caractéristiques similaires en terme d'histoire des idées et de rapports socio-politiques. Les modes de gestion collaboratifs des communs ont été longtemps considérés comme étant par nature inefficaces dans les théories économiques, et de fait marginalisés, du moins jusqu'à l'attribution à Ostrom du Prix Nobel. S'agissant des pratiques, de nombreux communs ont été progressivement démantelés depuis les *enclosures* au Moyen-âge jusqu'à l'extension du marché dans l'ère contemporaine (*commodification*). La propriété exclusive individuelle s'est érigée en paradigme dominant (privatisation des services publics, des éléments du vivant, des connaissances, des données). De même, le genre, les rapports sociaux de sexe, les inégalités entre les sexes, la division sexuée des rôles ont longtemps été occultés ou insuffisamment pris en compte dans les analyses économiques. Les approches féministes (entre autres) ont contribué à questionner le paradigme de l'*Homo oeconomicus* rationnel et libre, calculateur et égoïste en mettant en avant, comme dans la pensée des communs, la disposition des individus à l'empathie, à l'altruisme, au refus des inégalités et à la coopération. Elles ont aussi mis en lumière le manque de réflexion autour des conditions d'exercice de cette rationalité idéalisée. Dans la pratique, la marchandisation du corps des femmes et leur assignation à l'espace domestique à une fonction de « reproduction » ont structuré pendant des siècles l'organisation économique, sociale et politique ainsi que les pratiques collectives sous l'égide du régime patriarcal.

Les enjeux liés au genre et les communs partagent la même critique du rôle ambigu de l'Etat et de la puissance publique. Dans les pays à hauts revenus reposant sur l'économie de marché, l'Etat a longtemps organisé l'assujettissement des femmes à la sphère domestique par des politiques publiques encourageant la reproduction des hiérarchies genrées au sein la famille⁸. Les transformations opérées à partir des années 1960 dans beaucoup de ces pays, ont néanmoins contribué à faire avancer l'agenda d'égalité en matière de droits politiques, civils, économiques et sociaux des femmes. Mais cette métamorphose des Etats sociaux est restée inachevée du fait de résistances anthropologiques. En conséquence, les discriminations et inégalités persistent (Périvier, 2020). De la même façon, les États ont pu, dans certaines situations, pousser des politiques de privatisation ou de nationalisation des communs, au détriment de dynamiques locales déjà à l'œuvre (politiques foncières, services publics). Ils peuvent ainsi ne pas être en mesure d'assurer la préservation de certains biens publics. Enfin, « genre » et « communs » partagent également le fait de constituer deux notions particulièrement sujettes à des appropriations différentes, objets de luttes politiques globales et de controverses portant sur leur contour, leur définition ou leur sens (au sujet des appropriations du concept de genre, voir Lombardo, Meier, et Verloo (2012)). La littérature au croisement des deux champs est donc riche, hétérogène et foisonnante. L'objet de ce rapport est de rendre compte de la richesse de cette double approche.

⁸ Dans les pays dits socialistes avant 1990, l'État a certes facilité l'accès des femmes au travail salarié et à l'éducation en développant pour certains d'entre eux des systèmes de garde d'enfants censés atténuer leur "double fardeau". Toutefois, l'analyse de ces régimes dans une perspective féministe montre là aussi le rôle que l'État a joué pour maintenir sous d'autres formes les hiérarchies de genre, (ré)apparues au grand jour lors de la transformation post-socialiste (Forest et Mink 2004).

Afin de cartographier les enjeux clés associés au croisement entre communs et genre, nous proposons une grille de lecture de ce double champ (voir le tableau 1.2 pour une approche synthétique). Elle se structure autour d'une double entrée pour chaque champ (genre et féminisme du côté du "genre" et les communs comme ressources communes et les communs comme principe politique du côté des "communs").

La frontière ténue entre approche genre et approche féministe repose sur la distinction suivante :

- **l'entrée par le genre** consiste à mettre en évidence les inégalités entre les sexes, des formes de domination, d'exploitation et d'oppression.
- **l'entrée féministe** consiste à énoncer un cadre normatif visant l'égalité des sexes. L'objectif féministe consiste à construire un horizon visant le dépassement du patriarcat et à promouvoir l'égalité des sexes. La perspective d'égalité est perçue dans ses multiples dimensions, en particulier l'origine sociale (ou le statut social) et l'origine ethnique.

La frontière entre les communs comme mode de gestion d'une ressource et les communs comme principe politique est sans équivoque :

- **l'entrée par les communs** comme mode de gestion d'une ressource s'inscrit dans la lignée de travaux d'Ostrom. Nous la qualifions d'approche analytique, car il s'agit d'analyser le fonctionnement des communs dans leur diversité tant au niveau des ressources en jeu, que des modes de gouvernance ou encore de la communauté concernée.
- **l'entrée par les communs** comme principe politique fait du commun un mode de reconstruction des sociétés modernes permettant de supplanter le capitalisme, le marché et l'étatisme. Nous la qualifions d'approche politique. Dans cette perspective, plutôt que parler de commons, certains auteurs mobilisent de préférence la notion de commoning. Ceci conduit à un positionnement différent de l'approche analytique : passant de l'analyse d'une ressource et de sa gestion par une communauté à la manière d'Ostrom, à celle d'une pratique ou d'une façon de faire société⁹.

Le croisement de ces doubles perspectives fait émerger quatre grandes catégories d'analyses au sein de la littérature genre et communs :

1. **L'entrée "genre" associée à une approche analytique des communs** met l'accent sur l'absence de perspective de genre dans l'analyse du fonctionnement des communs. Il peut s'agir de mettre en exergue les rapports de domination à l'œuvre dans la gouvernance des communs, longtemps ignorés par une littérature aveugle au genre.

⁹ 'common' as a verb rather than as a noun: 'To speak of the commons as if it were a natural resource is misleading at best and dangerous at worst – the commons is an activity and, if anything, it expresses relationships in society that are inseparable from relations to nature. It might be better to keep the word as a verb (Linebaugh 2007).

S'agissant de la constitution des faisceaux de droits, plusieurs questions se posent :

- la négociation des règles est-elle réalisée dans un cadre paritaire ? La participation aux décisions est-elle accessible aux femmes à égalité avec les hommes? Le statut social est un élément clé à reprendre en compte. Cette participation passe-t-elle par une représentation familiale ou individuelle au sein de la communauté gestionnaire et décisionnaire ?
- les règles de gouvernance des communs sont-elles égalitaires ? Donnent-elles un accès égal à la ressource aux hommes comme aux femmes ?
- Les modes de gestion plus collaboratifs et localisés et/ou traditionnels qui caractérisent les communs, sont-ils exempts de toute forme d'oppression patriarcale et/ou de l'application des normes hétérosexuelles (hétéronormativité) ?
- Les femmes sont-elles davantage représentées parmi les *users* et moins parmi les *owners*, et quelle articulation avec l'origine sociale ?

2. L'entrée genre associée à l'approche politique des communs. Il s'agit d'étendre la grille d'analyse des communs à des espaces sociaux comme la sphère domestique et de production comme le *care*, le travail domestique et familial par exemple. Les communs sont alors conçus comme un modèle politique capable de transformer les hiérarchies, les oppressions que met en exergue le genre, en brouillant les frontières entre sphères privée et publique.

3. L'entrée féministe associée à l'approche politique des communs. Cette approche s'inscrit dans une refonte de l'ordre économique et politique mondial en particulier s'agissant des rapports Nord Sud, susceptible à ce titre d'être associée à une lecture décoloniale.

- Les communs sont un principe politique égalitaire et horizontal permettant de dépasser le capitalisme et le patriarcat ;
- Leur généralisation est perçue comme une réponse à la double oppression que subissent les femmes et la Terre (via l'atteinte à la biodiversité, le prélèvement des ressources naturelles, le remplacement de savoirs locaux et empiriques souvent détenus par les femmes par des savoirs techniques et indifférents aux cultures et aux modes de vie (voir par exemple Shiva (2020)) sur laquelle repose l'éco-féminisme (D'Eaubonne 2018).

Il s'agit de penser l'articulation entre les deux principes politiques que sont d'une part l'égalité des sexes et d'autre part les communs en associant l'oppression que produit le capitalisme et celle du patriarcat comme étant fondamentalement inséparables.

4. L'entrée "féministe" associée à une approche analytique des communs se concentre sur l'objectif égalité des sexes et son articulation à une gestion locale d'une ressource via les communs. Cette approche consiste à :

- considérer les communs comme un mode de gestion des ressources pouvant être mis au service de l'égalité des sexes ;
- montrer que des processus de nationalisation et/ou de privatisation ont mis fin à des communs gérés par des femmes et ont fragilisé leur statut économique en réduisant leur espace de pouvoir décisionnel et leur contrôle sur la ressource. Le marché et l'Etat sont des institutions sociales et politiques structurellement inégalitaires; leur prise de contrôle de la ressource peut conduire à accentuer les inégalités entre les sexes et à dégrader la situation des femmes les plus précaires ;
- montrer que l'articulation entre la gestion d'une ressource sous forme de communs et l'égalité des sexes n'est pas systématique. Les observations de terrain indiquent que dans certains cas, le retour à des modes de gestion traditionnels sous forme de communs afin de préserver les ressources naturelles peut accroître les inégalités entre les sexes et précariser le statut économique des femmes les plus précaires.

Tableau I.2. Grille d'analyse de la littérature genre et communs

	Approche analytique des communs (→ case)	Les communs comme principe politique (→ grid)
Approche genre (→ gender)	<p style="text-align: center;">I</p> <p>Dénoncer les pratiques défavorables aux femmes au sein des communs Femmes exclues de la gouvernance ou reléguées au second plan</p> <p>Mettre au jour les analyses <i>gender blind</i> qui masquent les dominations existantes</p> <p style="text-align: center;">→ les communs au prisme du genre → mettre en évidence les mécanismes inégalitaires à l'œuvre dans la gestion des communs</p>	<p style="text-align: center;">II</p> <p>Mobiliser la grille d'analyse des communs pour transformer les organisations genrées et l'ordre sexué, la division sexuée du travail (production domestique)</p> <p>Les communs comme un modèle politique transformatif des rapports sociaux de sexe, du genre dans nos organisations économiques et sociales</p> <p style="text-align: center;">→ étendre la notion de commun à des espaces sociaux/ des modes de production particulièrement marqués par les inégalités entre les sexes → le care comme un commun</p>
Approche féministe (→ feminist)	<p style="text-align: center;">III</p> <p>Montrer que les communs peuvent être favorables à l'égalité des sexes</p> <p>Partage de ressources / les femmes au premier rang de la gestion de la ressource / négociation de la règle pour construire des droits égaux</p> <p>Montrer que l'articulation entre principe d'égalité et communs n'est pas systématique</p> <p style="text-align: center;">→ intégrer le principe d'égalité dans l'analyse des communs (tels qu'ils émergent, ou tels qu'ils sont réintroduits)</p>	<p style="text-align: center;">IV</p> <p>Les communs à développer pour dépasser le capitalisme marchand</p> <p>Préserver les ressources par le renforcement de la place des femmes dans la gestion des ressources → écoféminisme</p> <p>Les communs au service de l'égalité des sexes (à construire comme tels) → approche post-capitaliste et féministe des communs</p> <p style="text-align: center;">→ les communs porteurs d'égalité des sexes ou d'émancipation économique → critique croisée du capitalisme et du patriarcat</p>

2. Méthodologie et données

2.1. La base de données Genre&Com

Constitution d'un corpus de documents

La base de données Genre&Com permet de cartographier la littérature, majoritairement issue des sciences sociales, croisant la perspective du genre avec celles des communs. A partir d'une revue de la littérature la plus systématique possible, cette base de données rassemble des documents associant les deux problématiques :

- soit une littérature dédiée aux communs dans laquelle le genre est mobilisé comme un concept permettant de comprendre modes de gestion, et rapports de forces qui s'exercent en leur sein, ou comme un axe permettant d'en assurer la soutenabilité voire l'extension à d'autres modes de gestion de ressources et autres formes d'organisation sociale.
- soit une littérature en études de genre ou féministe qui pointe l'angle mort au sein de la littérature des communs. Cette perspective met en avant les mécanismes d'exploitation et de domination des femmes au sein de la gestion des communs. Cette approche peut aussi s'appuyer sur les communs comme un horizon mettant fin aux inégalités entre les sexes et favorisant l'émancipation économique des femmes (notion d'*empowerment*). Les communs sont alors idéalisés comme une alternative au marché, au *dogme néolibéral* et comme étant la voie pour mettre fin au patriarcat

En repartant des bibliographies d'articles croisant la perspective de genre et celle des communs, la base de données s'est étoffée progressivement. A l'instar de Laerhoven, Schoon, et Villamayor-Tomas (2020), une recherche systématique via *Google Scholar* a permis de la compléter. Les recherches ont été réalisées en croisant les mots clés tels que "*commons/ commoning/ common property resources*" et "*gender/feminist/women*"¹⁰. Le corpus d'articles provient essentiellement d'une littérature académique issue de revues, de chapitres d'ouvrages collectifs, de documents de travail et plus rarement de publications sous forme de *policy brief*. Les difficultés d'accès des chercheurs et chercheuses des Suds globaux aux processus de publications dans des revues internationales (notamment pour les académiques de l'Afrique francophone) impliquent que leurs contributions ne soient pas prises en compte dans cette revue de littérature. Il s'agit d'une des limites de cette analyse bibliométrique. Ceci d'autant plus que la question des communs et celle du genre en lien avec celle du développement économique et celle de la soutenabilité écologique se posent plus particulièrement dans ces régions du monde. Pour limiter ce biais, une recherche spécifique a été

¹⁰ En Français, la recherche a été effectuée à partir des mots clés "communs" d'un côté et "genre, féminisme, femmes" de l'autre.

réalisée sur *OpenEdition* en se focalisant sur les revues *Vertigo*¹¹, *Echogéo*¹² ou *Etudes caribéennes*¹³. La double approche genre et communs n'est pas ressortie. Enfin, la base Genre&Com a vocation à être mise à jour et étendue car les langues mobilisées sont l'anglais et le français, mais il serait intéressant d'explorer la littérature dans d'autres langues, bien que l'essentiel de la littérature aujourd'hui est publié en langue anglaise.

Quelques revues ont été parcourues de façon exhaustive ou quasi exhaustive :

- du côté des communs : *International Journal of the Commons*¹⁴.
- du côté études de genre et féministes : *Feminist economics*¹⁵ ; *Gender and society*¹⁶ ; *Gender, Work and Organization*¹⁷.
- une revue dédiée au développement: *World Development*¹⁸.

¹¹ Fondé en 2000, *Vertigo* est une revue scientifique interdisciplinaire de sciences naturelles et de sciences humaines dont les articles sont soumis aux règles usuelles d'évaluation par un comité de pairs. Elle assure la promotion et la diffusion au sein de la francophonie de recherches et d'analyses scientifiques sur les grands problèmes environnementaux contemporains. En moins de 8 ans, elle a réussi à s'imposer au plan international comme étant la première revue électronique francophone en importance dans le domaine des sciences de l'environnement. <http://vertigo.revues.org>

¹² La revue électronique *EchoGéo*, créée sous l'égide du laboratoire PRODIG, a pour vocation de jeter un pont entre la communauté des chercheurs et le public de spécialistes ou d'amateurs éclairés sensible à une information claire, scientifique et pertinente. Notre ambition est de mettre à la disposition de tous une information géographique suivie et validée scientifiquement sur les Sociétés, l'Environnement et le Développement.

¹³ Regards croisés d'universitaires de la Caraïbe et du monde, travaux originaux de jeunes chercheurs et de chercheurs confirmés, *Études caribéennes* est un espace d'expression scientifique qui a pour support principal le bassin caribéen. Géographie, aménagement, économie et sciences sociales (histoire, sociologie, anthropologie) : à travers une approche pluridisciplinaire, cette revue contribue à la réflexion sur le développement de l'espace caribéen. La revue propose trois numéros annuels organisés autour d'un dossier thématique central. Les textes publiés, en français, en anglais, en espagnol, sont évalués par un comité scientifique international. Revue soutenue par l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS.

¹⁴ *The International Journal of the Commons (IJC) is an initiative of the International Association for the Study of the Commons (IASC). As an interdisciplinary peer-reviewed open-access journal, the IJC is dedicated to furthering the understanding of institutions for use and management of resources that are (or could be) enjoyed collectively. These resources may be part of the natural world (e.g. forests, climate systems, or the oceans) or they may emerge from social realities created by humans (e.g. the internet or (scientific) knowledge, for example of the sort that is published in open-access journals).*

¹⁵ ***Feminist Economics*** is a peer-reviewed journal that provides an open forum for dialogue and debate about feminist economic perspectives. By opening new areas of economic inquiry, welcoming diverse voices, and encouraging critical exchanges, the journal enlarges and enriches economic discourse. The goal of *Feminist Economics* is not just to develop more illuminating theories, but to improve the conditions of living for all children, women, and men.

¹⁶ *Articles appearing in Gender & Society analyze gender and gendered processes in interactions, organizations, societies, and global and transnational spaces. The journal primarily publishes empirical articles, which are both theoretically engaged and methodologically rigorous, including qualitative, quantitative, and comparative-historical methodologies.*

¹⁷ *Launched in 1994, Gender, Work & Organization was the first journal to provide an arena dedicated to debate and analysis of gender relations, the organization of gender and the gendering of organizations. Since then Gender, Work & Organization has published multi-disciplinary, high quality qualitative empirical research on gendered power relations and identities in the study of work and organization exploring issues of inclusion and exclusion. It has also published quantitative work guided by critical epistemologies on issues such as the gender pay gap, flexible work, career patterns, women on boards and access to leadership positions.*

¹⁸ *The Multi-Disciplinary International Journal Devoted to the Study and Promotion of World Development. See also Elsevier's Geography and Economics portals. World Development is a multi-disciplinary monthly journal of **development studies**. It seeks to explore ways of improving standards of living, and the human condition*

Les informations disponibles

La base Genre&Com a été créée sur Excel et le traitement de l'information, la construction des variables ont été réalisées avec R. Pour chaque article ou document retenu, plusieurs informations ont été codées afin d'analyser les contenus de ce corpus et mieux comprendre les différentes façons d'articuler la perspective de genre et celle des communs. Les variables disponibles dans Genre&Com sont les suivantes :

- **author** : cette variable renseigne le nom et le prénom de l'auteur ou l'autrice. Un même document peut être associé à plusieurs auteurs en cas de co-autorat et un auteur peut avoir écrit plusieurs articles ou documents.
- **sex** : cette variable renseigne le sexe de chaque individu, cette information a été recherchée en s'appuyant les renseignements disponibles en ligne sur chaque personne en associant l'information issue du prénom, des photos éventuellement et de textes décrivant le parcours de la personne. Il s'agit le plus souvent de page dédiée à ses travaux par l'institution d'appartenance ou d'affiliation ou de site web individuel. La variable "sex" peut prendre les valeurs "F" ou "H", he/him/his correspond à "M" et "she/her/hers" à "F" ; aucun cas de personne non binaire ou explicitement transgenre n'a été repéré.
- **field_author** : cette variable renseigne la ou les disciplines principales de l'auteur ou l'autrice. Cette information est issue de l'affiliation lorsqu'elle est explicite ou d'une recherche sur internet. Une même personne peut être associée à plusieurs champs disciplinaires. Ceci est d'autant plus important à prendre en compte que le champ de recherche en études sur le genre ou celui des communs sont tous deux souvent pluridisciplinaires, voire transdisciplinaires. Le codage de cette variable soulève le problème des multiples appellations et du découpage disciplinaire selon les pays. Afin de réduire le nombre de disciplines, nous avons procédé à un regroupement comme suit :
 - ✓ la catégorie **sociology** comprend *social research, social sciences, sociology, social studies* et *social policy* ;
 - ✓ la catégorie **environmental studies** comprend *school of earth and environment, biology, environmental studies/sciences, environment and development policy, development and biotechnology, biology, bioversity international, ecology* et *sustainability* ;
 - ✓ la catégorie **rural studies** comprend *nomadic pastoralism studies, department of forest and rangeland, rangeland ecosystem science, pastoralist sciences, agricultural sciences, land and water management, forestry* et *international relations and rural development* ;
 - ✓ la catégorie **political science** comprend *political science, public policies, political sciences, political ecology* ;
 - ✓ la catégorie **regional/cultural studies** comprend *asian studies, african studies, postcolonial studies, global studies, latin american studies, bhutan studies, cultural studies* ;

generally, by examining potential solutions to problems such as: poverty, unemployment, malnutrition, disease, lack of shelter...

- ✓ la catégorie **engineering** comprend *applied information technology, technology, engineering* ;
 - ✓ la catégorie **economics** comprend *statistics, economics, management, development studies* et *planning and regional development, business, ecological economics, finance* ;
 - ✓ la catégorie **geography/urban studies** comprend *urban planning, geology, architecture, geography, urban studies* ;
 - ✓ la catégorie **gender studies** comprend *women and politics* et *gender studies* ;
 - ✓ la catégorie **autre** comprend *law, psychology, demography, history, communication and media*.
- **country_author** : il s'agit du pays dans lequel se trouve l'institution à laquelle l'auteur ou l'autrice est affilié. Il ne s'agit pas de la nationalité ou de l'origine géographique de la personne mais de celle de son institution de rattachement, cette affiliation pouvant changer au cours du temps pour un même individu.
 - **publication_title, yearpub** : vol, issue : ces variables renseignent respectivement, le titre de la revue, l'année de publication du document, le volume et le numéro le cas échéant.
 - **title et key_words** : ces variables renseignent le titre de l'article et les mots clés associés lorsqu'ils existent.
 - **cited_by** : cette variable renseigne le nombre de citations du document tel que mentionné dans *Google Scholar*. Le nombre de citations d'une publication est susceptible d'augmenter au fil du temps. La base Genre&Com contient cette information telle qu'elle était disponible au mois d'octobre 2022.
 - **region_commons et country_commons** : ces variables donnent le continent et le pays, lorsqu'il est mentionné, dans lequel se situe la ressource ou la gestion sous forme de commun de cette ressource étudiée dans l'article. Lorsque plusieurs régions ou pays sont concernés, ils sont tous mentionnés.
 - **type_commons** : cette variable renseigne, lorsque cela est pertinent, le type de ressources ou parfois le service auquel le commun étudié est associé (terres, forêt, eau, irrigation etc...). Afin de réduire le nombre de ressources ou services mentionnés, nous avons procédé à un regroupement comme suit :
 - ✓ la catégorie *irrigation/water* comprend le service irrigation et la ressource *water* ;
 - ✓ la catégorie *forest/trees* comprend les ressources *trees* et *forest* ;
 - ✓ la catégorie *labor/care* comprend les services *labour/labor, care*, travail, reproduction ;
 - ✓ la catégorie *digital/new/cultural* comprend les ressources ou services associés *digital* et *numeric, new commons, cultural, research network, civil commons et collaborative and social computing* ;
 - ✓ la catégorie *urban/mobility/housing* comprend les ressources *space, urban* et *housing* et les services *mobility, architecture, design* ;

- ✓ la catégorie lands comprend les ressources lands, wetlands, tea garden, pastoralism, wildlands, territory, landscape et garden farming ;
- ✓ la catégorie biodiversity/natural ressources comprend les ressources biodiversity, plant, natural ressources, food, papyrus ressources et cooperative ;
- ✓ la catégorie general comprend all, global commons, general et common property ressources ;
- ✓ la catégorie fisheries/ocean comprend la ressource ocean et le service fisheries.

Les variables **region_commons**, **country_commons**, **type_commons** concernent surtout les articles empiriques. Pour ceux dont l'approche est conceptuelle, théorique ou plus générale, ces informations ne sont pas pertinentes. Si quelques exemples peuvent être mentionnés à titre illustratif dans ce type d'analyse (s'appuyant sur une ressource spécifique et/ou encore une zone géographique particulière), ces informations n'ont le plus souvent pas été reportées dans la base Genre&Com.

- **abstract** : le résumé de chaque article est disponible dans la base de données.

La base de données Genre&Com comprend 158 documents, dont une majorité d'articles académiques, soit 141 (auxquels s'ajoutent 11 chapitres d'ouvrages collectifs, 3 documents de travail ou de présentations lors de colloques, et enfin 3 thèses de doctorat). La base recense 271 auteurs ou autrices, dont 59.4 % de femmes. Les papiers académiques ont été publiés dans 75 revues différentes. Enfin, on compte 11 disciplines différentes au sein de la base Genre&Com (il s'agit des disciplines telles que nous les avons définies plus haut).

Grille d'analyse Genre et Communs

Afin d'analyser la littérature à partir de la grille de lecture proposée dans la section précédente, chaque document de la base Genre&Com a été tagué en s'appuyant sur l'information disponible dans le résumé.

S'agissant du genre, deux approches ont été distinguées :

- soit une approche "**genre**" qui met en avant les rapports de pouvoir de domination à l'œuvre au sein d'une communauté, de la gestion d'une ressource, du processus décisionnaire, d'accès à la ressource etc... Il s'agit alors de décrire les inégalités. Ce tag s'applique également à des analyses qui montrent, *a contrario* le fait que les communs constituent un mode de gestion des ressources porteur d'émancipation des femmes dans certains contextes.
- soit une approche "**féministe**", qui vise à promouvoir l'égalité des sexes comme un objectif à atteindre. La perspective normative explicite dénonce un système de domination patriarcale et propose des pistes de transformations féministes auxquelles les communs sont associés. Les papiers adoptant une perspective éco féministe sont repérés par ce tag, mais ce dernier repère d'autres types d'approches.

Le **tag_gender** permet d'identifier les deux types d'approche. Il a été construit en repérant dans les résumés de chaque document, les mots clés suivants :

- *feminism/feminist/ féministe/féminisme, ecofeminism/ecofeminist, patriarchal/patriarchy* pour le label **feminist**,
- par défaut, les autres documents ont été tagués sous le label **gender**.

S'agissant des communs, conformément à la grille d'analyse, deux approches sont distinguées :

- soit une approche appliquée et analytique visant à décrire le fonctionnement des communs ou d'un commun à partir d'études de cas, en soulevant les enjeux qui y sont associés, dans ce cas le tag est **case** ;
- soit une approche politique et plus souvent théorique qui considère les communs comme une façon de faire société. Il s'agit alors de développer l'usage des communs comme une alternative à l'économie de marché ou à l'étatisme. Nous qualifions cette approche de **grid** à savoir une grille de lecture permettant de promouvoir une société pensée comme plus égalitaire et plus juste que celle dominée par le marché et la propriété privée et qui ne se fonde pas sur une appropriation des ressources par l'Etat.

Le **tag_commons** permet d'identifier le type d'approche en matière de communs. Il a été construit en repérant dans les résumés de chaque article, les mots clés suivants :

- *struggles, dispossession, social movement, oppression, neoliberalism, consumerism, marxism/Marx, materialism, individualism, transformative, anti-capitalism/anti-capitalist/capitalism/classe capitaliste, global South, decolonization, liberal, climate justice/justice, degrowth/decommodification/commonization, exploitation, social change, citizenship, militant, new initiative, domination, commun social* pour le label **grid**.
- par défaut, les autres articles ont été tagués du label **case**.

2.2. La base de données ijc2020

Pour enrichir l'analyse, nous mobilisons une base de données construite pour la revue *International Journal of the Commons* à l'occasion du 30ème anniversaire de la publication de l'ouvrage d'Ostrom, *Governing the Commons*. Celle-ci a donné lieu à une analyse bibliométrique de la littérature sur les communs depuis la publication de l'article de Hardings en 1968 (Laerhoven, Schoon, et Villamayor-Tomas 2020). Cette base de données, que nous nommons ijc2020, contient des informations similaires à celles disponibles dans la base Genre&Com, à l'exception du sexe des auteurs. La base ijc2020 contient une information concernant les citations des papiers recensés, mais cette information est plus ancienne que celle qui a été collectée dans Genre&Com, ainsi ces deux variables ne sont pas parfaitement comparables. S'agissant des champs disciplinaires, les deux bases de données ne sont pas comparables car dans Genre&Com les disciplines sont renseignées par auteurs ou autrices (avec

parfois plusieurs disciplines pour une seule personne), alors que dans ijc2020 les disciplines sont renseignées par document. Néanmoins, nous présentons des graphiques portant sur les champs disciplinaires pour ijc2020.

Afin d'harmoniser le codage des disciplines avec celui de Genre&Com, nous avons procédé au regroupement comme suit:

- la catégorie **sociology** regroupe le label social science tel qu'il apparaît dans la base ijc2020 ;
- la catégorie **envir. studies** comprend les labels *environmental sciences, earth and planetary science* ;
- la catégorie **rural studies** comprend les labels *agriculture and biological sciences* ;
- la catégorie **engineering** comprend les labels *computer sciences, decision science, energy, engineering, mathematics* ;
- la catégorie **economics** comprend les labels *business, management and accounting, economics, econometrics, finance* ;
- la catégorie **medecine/genetic** comprend les labels *medicine, biochemistry, genetics, "molecular biology"*. Cette catégorie n'apparaît pas dans Genre&Com ;
- la catégorie **autre** comprend les labels *multidisciplinary, other* et n.a.

L'analyse bibliométrique mobilise la base de données ijc2020 de deux manières :

1. les articles articulant la perspective de genre et celles des communs sont repérés et ajoutés à la base Genre&Com. Etant donné que toutes les variables ne sont parfaitement comparables, certaines parties de l'analyse bibliométrique ne sont réalisées que sur la base Genre&Com.
2. les articles de la base ijc2020 n'adoptant pas la perspective de genre sont utilisés comme un point de comparaison de l'analyse bibliométrique de la littérature genre et communs. Cette référence doit être prise avec précaution du fait des différences de collecte entre les deux bases de données.

Pour repérer les articles genre et communs dans la base ijc2020, nous taguons du label **gender**, les articles qui dans leur résumé contiennent les termes suivants : *feminism* ou *feminist* ou *féministe* ou *féminisme* ou *ecofeminism* ou *ecofeminist* ou *patriarchal* ou *patriarchy* ou *gender*. Cette distinction permet d'isoler les articles "genre" des articles "sans perspective de genre". Mais elle ne permet pas de prendre en compte des articles qui auraient une dimension "genre" ou "féministe" sans que cela n'apparaisse dans le résumé. Une fois repérés les articles croisant la perspective de genre et celle des communs, nous appliquons la même méthode que celle utilisée dans la base Genre&Com pour les taguer selon la grille d'analyse proposée à savoir *gender* ou *feminist* d'un côté et *grid* ou *case* de

l'autre. Nous avons ensuite ajouté cet ensemble d'articles à ceux rassemblés dans la base Genre&Com, nous appelons cette base Genre&Com&ijc2020.

La base de données ijc2020 comprend 3 818 documents et 6 668 auteurs/autrices. On y compte 55 papiers pour lesquels la perspective de genre apparaît explicitement dans le résumé. Au total, les documents adoptant une double approche genre et communs représentent 1.4% des papiers recensés dans la base ijc2020, pour 104 auteurs ou autrices. On relève 6 papiers déjà présents dans la base de données Genre&Com. La base de données Genre&Com&ijc2020 contient ainsi 207 documents adoptant cette double perspective et 356 auteurs ou autrices. La liste de ces 6 papiers communs aux deux bases est détaillée dans le tableau 2.1. On remarque que 2 de ces 6 articles ont été écrits par Bina Agarwal, qui est l'autrice la plus prolifique sur ce double champ (point sur lequel nous reviendrons dans le chapitre suivante); on note en outre que la revue *Feminist economics* apparaît deux fois dans cette liste, alors qu'elle n'arrive qu'en 3ème position parmi les revues de la base Genre&Com (chapitre 3).

Tableau 2.1. Liste des documents communs aux bases de données Genre&Com et ijc2020

Liste des articles communs aux deux bases de données			
Titre	Auteurs/autrices	Revue	Année de publication
A Feminist Perspective On Autonomism And Commoning, With Reference To Zimbabwe	Alexander, Tarryn & Helliker, Kirk	Journal Of Contemporary African Studies	2016
Conceptualising Environmental Collective Action: Why Gender Matters	Agarwal, Bina	Cambridge Journal Of Economics	2000
Creating A Space Where Gender Matters: Elinor Ostrom (1933-2012) Talks With Ann Mari May And Gale Summerfield	May, Ann Mari & Summerfield, Gale	Feminist Economics	2012
Environmental Action, Gender Equity And Women's Participation	Agarwal, Bina	Development And Change	1997
Gender Discrimination In Property Rights: Six Centuries Of Commons Governance In The Alps	Casari, Marco & Lisciandra, Maurizio	Journal Of Economic History	2016
Reading Elinor Ostrom Through A Gender Perspective	Łapniewska, Zofia	Feminist Economics	2016
6 articles sont communs aux deux bases de données, dont 2 écrits par Bina Agarwal, et 2 articles ont été publiés dans la revue <i>Feminist Economics</i> Source : Genre&Com&ijc2020.			

3. Analyse bibliométrique

3.1. La dynamique de publication et les revues

Un champ en expansion

Le croisement entre genre et communs n'est pas récent, la base de données comprend des papiers publiés au début des années 1990. Depuis, il semble qu'une certaine dynamique se soit installée comme l'indique la figure 1. Néanmoins la comparaison avec la littérature sur les communs en général conduit à nuancer ce point. En effet alors que la littérature sur les communs a pris un essor assez net dans les années 2000, en particulier depuis l'attribution du prix Nobel d'économie à Elinor Ostrom en 2009, on ne constate pas le même élan pour la littérature portant sur genre & communs.

Le sursaut observé en 2019 tient à la publication d'un numéro spécial de l'*IJC* consacré à l'approche par le genre des communs. Ce numéro consacré à la perspective féministe et communs, *Feminist political ecologies of the commons and commoning*, (vol. 13, n° 1), édité par Floriane Clément, Wendy Harcourt, Deeepa Joshi et Chizu Sato est le signe d'une reconnaissance grandissante du double champ (pour la liste complète des articles, voir tableau 3.1).

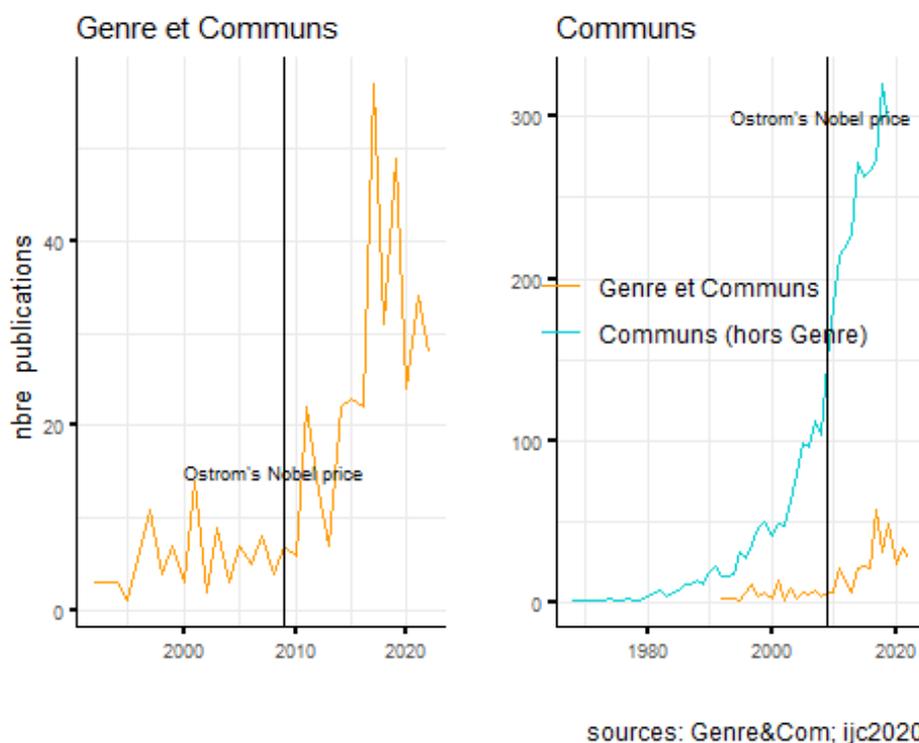
Tableau 3.1. Liste des articles publiés dans le numéro spécial de l'ijc en 2019

Feminist political ecologies of the commons and commoning (Guest editors: F. Clement, W. Harcourt, D. Joshi, C. Sato), International Journal of the Commons, Vol.13, n°1, 2019	
Titre	Auteurs/autrices
Ambivalences Of Collective Farming: Feminist Political Ecologies From The Eastern Gangetic Plains	Leder, Stephanie & Raut, Manita & Ray, Dhananjay & Saikia, Panchali & Sugden, Fraser
Beyond Wishful Thinking: A Fpe Perspective On Commoning, Care, And The Promise Of Co-Housing	Macgregor, Sherilyn & Tummers, Lidewij
Commoning For Inclusion? Commons, Exclusion, Property And Socio-Natural Becomings	Nightingale, Andrea J.
Feminist Political Ecologies Of The Commons And Commoning (Editorial To The Special Feature)	Clément, Floriane & Harcourt, Wendy Jane & Joshi, Deepa & Sato, Chizu
Feminist Political Ecology Practices Of Worlding: Art, Commoning And The Politics Of Hope In The Class Room	Harcourt, Wendy Jane
From Blueprints To Empowerment Of Disadvantaged Groups In Natural Resource Governance: Lessons From Nepal And Tanzania	Devkota, Bishnu Prasad & Hyle, Maija Anneli & Mustalahti, Irmeli
Masculinities And Hydropower In India: A Feminist Political Ecology Perspective	Clément, Floriane & Joshi, Deepa & Shrestha, Gitta
The Lives Of Women In A Land Reclamation Project: Gender, Class, Culture And Place In Egyptian Land And Water Management	Jaskolski, Martina Sherin & Rap, Edwin
Toward A Postcapitalist Feminist Political Ecology' Approach To The Commons And Commoning	Jozelin, Maria & Sato, Chizu

Source : Genre&Com&ijc2020.

Les articles recensés dans la base Genre&Com mobilisent des notions variées faisant écho aux communs le plus souvent en lien avec les questions environnementales et de transformation de l'agriculture via des réformes agraires. Pour désigner les communs, on trouve différentes formulations telles que : *village common* (Agrawal, 1992) ; *community property regimes* ou *common property resource* ou encore *common property* ou *community* (Quiggin, 1993 ; Rocheleau et al. , 1997 ; Davidson-Hunt, 1995; Agarwal, 1995) ; *communal tenure system* (Carney, 1993) ; *land rights* (Agarwal, 1994) ou *property rights* (Meinzen-Dick et a. 1997 ; 2001) ; *commons* (Taylor, 2003 ; Brownhill et al., 2005) ; *Property Status* (Bedi et al., 2011) ; *rights-based access* (Bose et al., 2011).

Fig. 1. Evolution du nombre de publications au sein de la littérature genre et communs



sources: Genre&Com; ijc2020

Les revues représentées

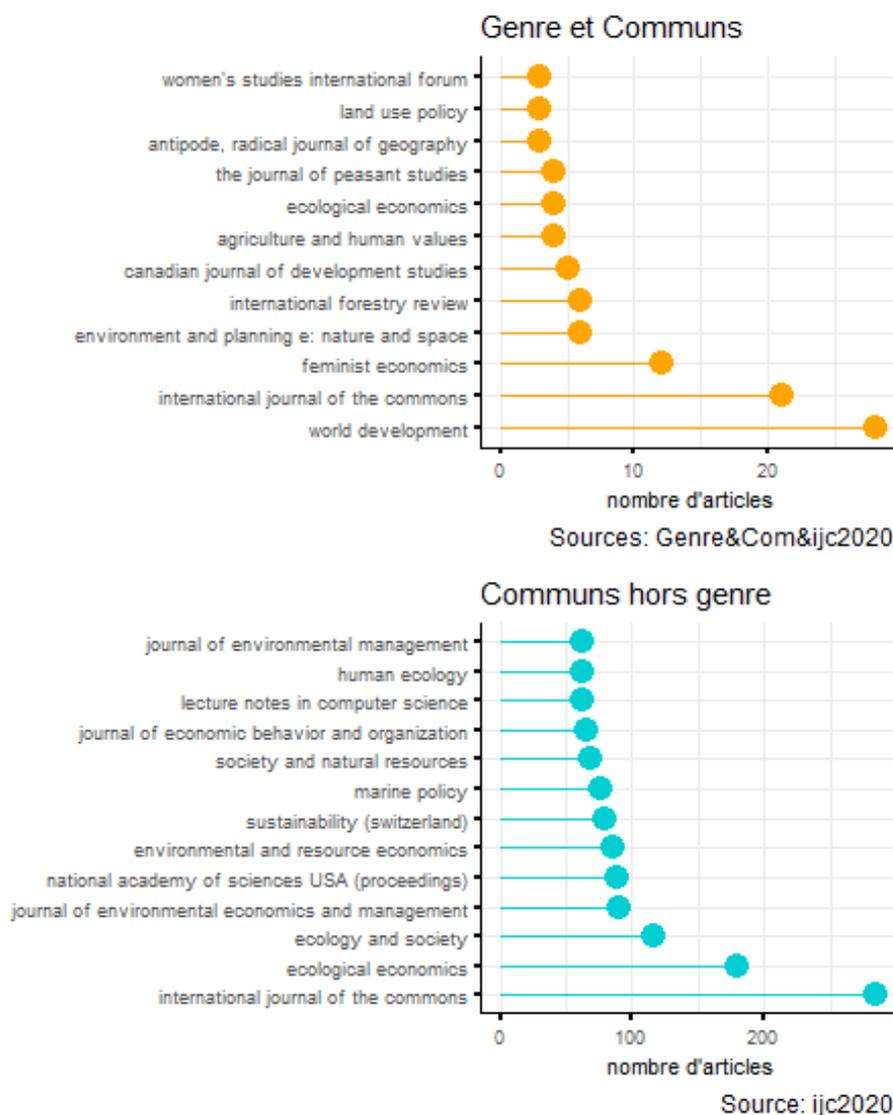
La base de données Genre&Com comprend 75 revues, et 114 lorsque l'on prend en compte les articles genre de la base de données ijc2020 (contre 1886 pour la base ijc2020 à laquelle les articles intégrant une perspective genre ont été retirés). Laerhoven, Schoon, et Villamayor-Tomas (2020) notent une dispersion dans les revues traitant des communs, conduisant à un morcellement des connaissances produites et à un manque de visibilité de ce champ de recherche. L'une des motivations pour la création de l'*International Journal of the Commons (IJC)* était ainsi de faciliter l'accumulation de savoirs en offrant un support dédié à cet objet d'étude spécifique que sont les communs. Cette observation est valable pour les études de genre, les revues spécialisées, telles que *Gender&Societies* ou *Work, Organization and gender* ou encore *Feminist Economics*, ont offert un support aux contributions académiques dédiées à ce champ de recherche. Le double champ genre et communs

souffre d'une même dispersion, ce qui tient à la dimension transversale de ces approches. S'il n'existe pas de support de publication spécifique contrairement aux études de genre et aux communs, trois revues se détachent : *World development*, *International Journal of the Commons* et *Feminist economics*. Toutes trois apparaissent dans la liste des revues recensées dans la base de données générale portant sur les Communs ijc2020 et dans la base Genre&Com.

S'agissant de la littérature croisant les perspectives de genre et celle des communs, ces trois revues sont les plus importantes, elles accueillent 29.5% des publications croisant ces deux approches. *World Development* publie davantage d'articles consacrés à ces deux champs avec plus de 13.5% des articles, que la revue intégralement dédiés aux communs, l'*IJC*, avec 10.1% des articles et que *Feminist Economics* moins de 5.8%. *World Development* est une revue mensuelle pluridisciplinaire consacrée aux *Development studies* ; elle existe depuis 1983. *Feminist economics* est une revue trimestrielle qui existe depuis 1995. L'*IJC* qui existe depuis 2007 est plus récente. En outre elle ne publie que deux numéros par an. Ceci explique le classement de ces trois revues au regard du nombre de publications croisant la perspective du genre et celle des communs¹⁹. La figure 2 détaille la représentation de celles pour lesquelles plus de deux articles ont été recensés. Au-delà des trois principales revues déjà mentionnées, *International Journal of the Commons*, *Feminist economics*, *World Development*, on constate que les revues dédiées aux questions environnementales (telle que *Ecological economics* ou *Journal of environmental economics and management*) sont particulièrement représentées que ce soit sur le champ des communs uniquement ou celui de genre et communs.

¹⁹ *World Development* is a multi-disciplinary monthly journal of **development studies**. It seeks to explore ways of improving standards of living, and the human condition generally, by examining potential solutions to problems such as: poverty, unemployment, malnutrition, disease, lack of shelter.

Fig. 2. Principales revues représentées dans la littérature genre et communs



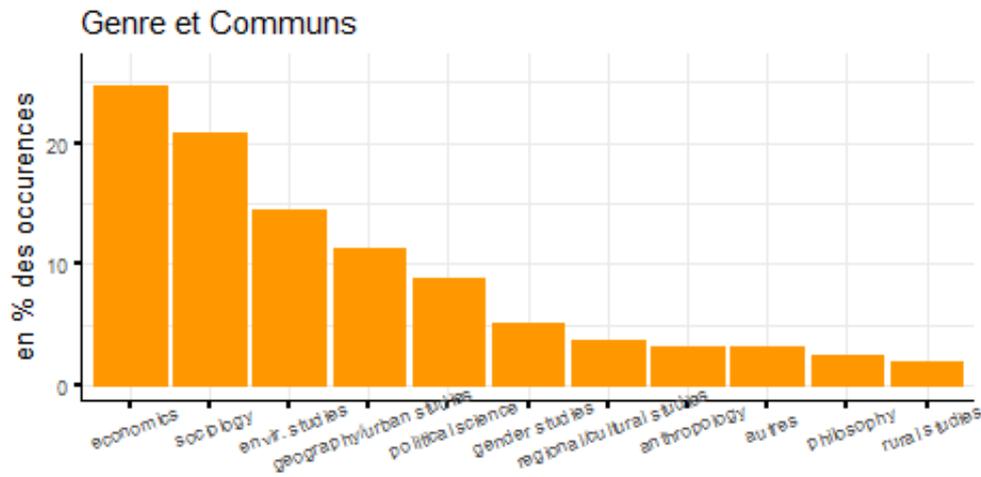
3.2. Un champ pluridisciplinaire

Les disciplines au sein du champ genre et communs

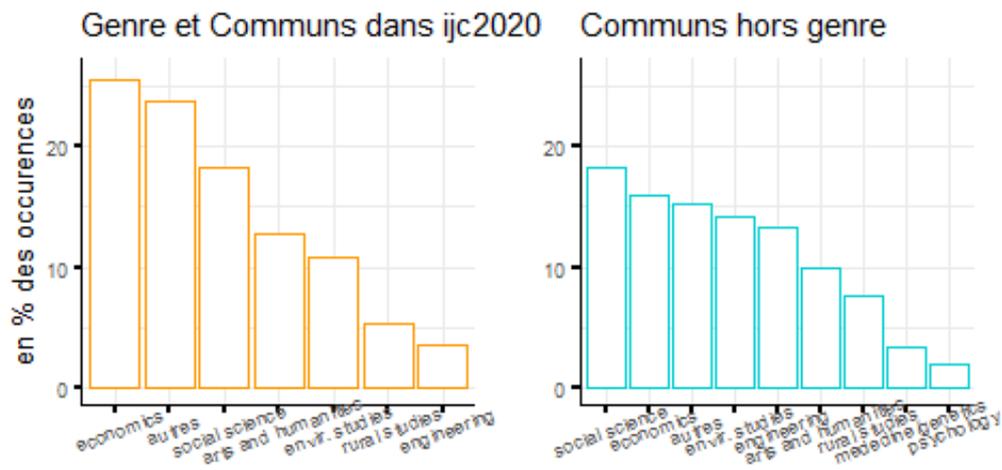
Le champ de recherche du genre et celui des communs partagent cette caractéristique d'être ouverts à la pluridisciplinarité : non seulement les collaborations entre personnes de formation différentes sont courantes, mais, de plus, les chercheurs et chercheuses travaillant sur ces deux champs ont souvent une formation pluridisciplinaire. La base de données Genre&Com a été construite en renseignant pour chaque auteur/autrice les champs disciplinaires dans lequel se situent ses travaux et sa formation ; une personne pouvant être attachée à plusieurs disciplines. En revanche la base de données ijc2020 renseigne moins précisément cette information, la discipline étant renseignée par document et non pas par auteur. C'est pourquoi dans ce qui suit nous ne mobilisons pas la base Genre&Com&ijc2020 mais nous utilisons séparément Genre&Com et ijc2020.

Pour préciser l'ancrage disciplinaire de la littérature genre et communs, la figure 3 donne la représentation de chaque discipline en pourcentage des occurrences dans la base Genre&Com. L'économie et la sociologie sont les champs disciplinaires les plus mobilisés, et représentent respectivement environ 20% des disciplines, suivis des *environmental studies* puis de la géographie et *urban studies*; la science politique n'arrivant qu'après, avec moins de 10% des occurrences. Afin de donner un point de comparaison, nous comparons la représentation des différentes disciplines entre les documents tagués "genre" et ceux hors du domaine des études sur le genre au sein de la base de donnée ijc2020, les deux étant comparables au regard du codage des disciplines. Au sein du champ genre et communs, on compte 7 disciplines différentes contre 9 (la psychologie et la médecine n'y sont en effet pas représentées). La figure 3 confirme que l'économie et la sociologie sont importantes au sein de la littérature genre et communs (en % des occurrences), ce qui tient probablement au fait que le concept de genre et les études féministes sont davantage ancrées dans les sciences sociales et dans la sociologie en particulier. L'économie a la spécificité d'associer un intérêt pour les communs et plus récemment pour le genre. Notons que pour juger du poids relatif de chaque discipline au sein de la littérature genre et communs, il conviendrait de tenir compte de leur importance respective dans l'ensemble des publications scientifiques. Il est alors probable que le poids relatif des *environmental studies* serait accru par rapport à celui de l'économie ou de la sociologie, dans la mesure où ce champ disciplinaire semble *a priori* davantage représenté dans la littérature genre et communs qu'il ne l'est dans l'ensemble des publications scientifiques.

Fig. 3. Disciplines au sein de la littérature genre et Communs



Source : Genre&Com

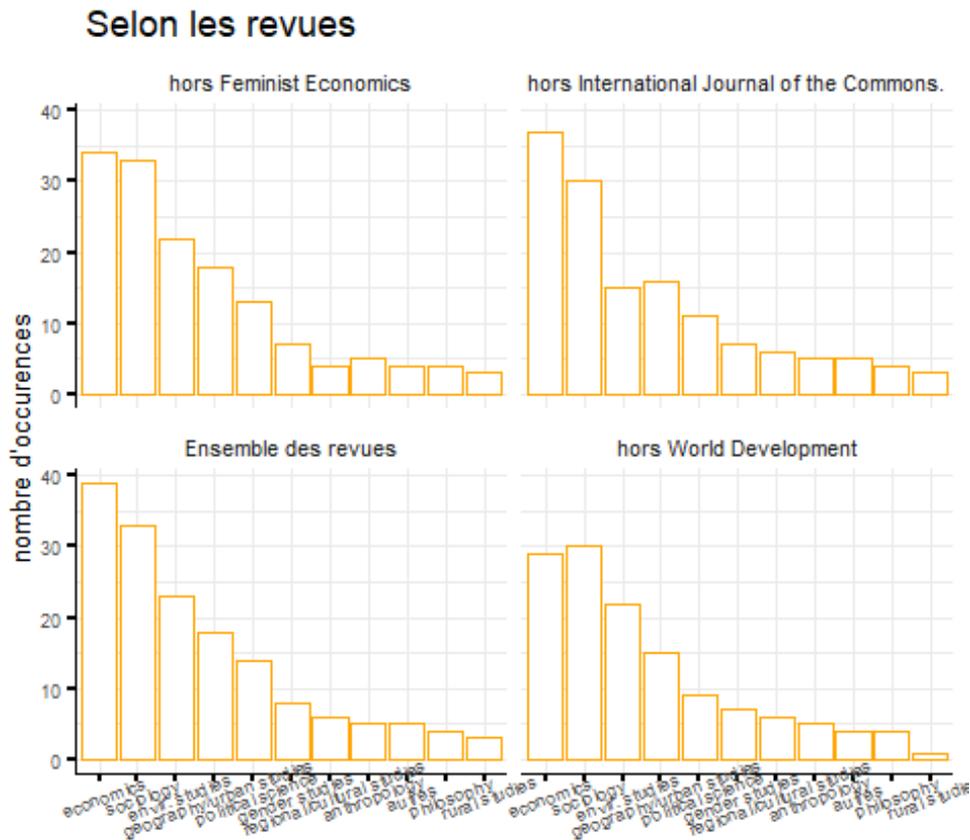


Source : ijc2020 documents tagués genre

Source : ijc2020 hors documents tagués genre

L'économie, la sociologie et les *environmental studies* sont les plus représentées. Le recensement exhaustif des publications de certaines revues, telle que *Feminist Economics* et *World Development* peut impliquer un biais sur la représentation des disciplines. Pour explorer le rôle joué par les trois principales revues, nous reproduisons la figure 3, en retirant successivement ces trois principales revues. La figure 4 indique la répartition disciplinaire en fonction du nombre d'occurrences de l'ensemble des revues, puis des revues en excluant *Feminist Economics*, puis *World Development* puis l'*IJC*. On constate que les deux premières ont un positionnement disciplinaire, du moins sur ce champ restreint du genre et des communs, assez proche avec une représentation importante de l'économie, alors que l'*IJC* est davantage tourné vers les *environmental studies* (telles que définies plus haut).

Fig. 4. Disciplines représentées au sein de la littérature genre et communs

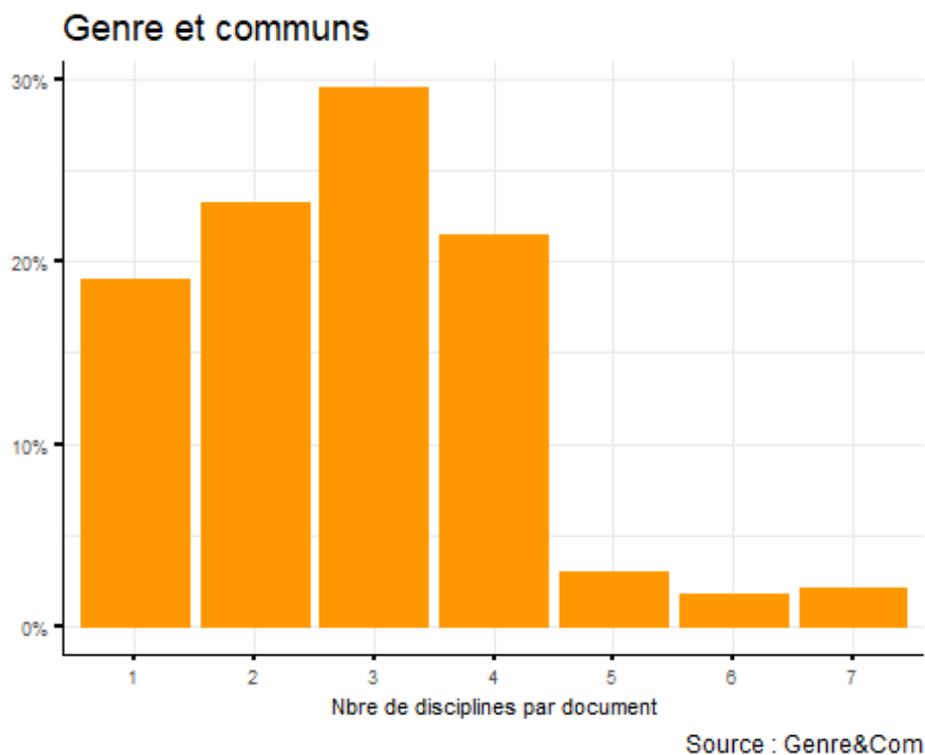


Source : Genre&Com

Pluridisciplinarité dans la littérature genre et communs

Le nombre de disciplines mobilisées sur ce champ ne permet pas de saisir le degré de pluridisciplinarité en tant que tel, car il peut s'agir de travaux dans différents domaines scientifiques sans que des collaborations émergent entre eux. Afin de mieux saisir l'importance des collaborations entre les disciplines, nous calculons le nombre de disciplines mobilisées par document, ce qui est possible au regard des informations disponibles dans la base Genre&Com. En moyenne dans la base de donnée Genre&Com, on compte 2.8 disciplines par document, ce qui indique un degré de pluridisciplinarité élevé. Malheureusement les données dont nous disposons ne permettent pas de le comparer avec ce qui serait observé dans la littérature sur les communs en général, puisque la base ijc2020 renseigne les champs disciplinaires par document et non pas par auteurs comme cela est le cas dans Genre&Com. La figure 5 donne le pourcentage de document en fonction du nombre de disciplines par document. On constate que plus de 30% des documents de la base de donnée Genre&Com font appel à 3 disciplines différentes (telles que définies précédemment).

Fig. 5. Pluridisciplinarité par document au sein de la littérature genre et communs



3.3. Collaborations et diffusion scientifique

Les principales contributrices et le co-autorat

Parmi les 356 auteurs/autrices de la littérature genre et communs, certains ressortent par leur contribution particulièrement importante. Le tableau 3.2 recense les autrices ayant plus de trois publications dans la base Genre&Com&ijc2020. On distingue deux chercheuses emblématiques des études féministes: Bina Agarwal et Sylvia Federici et deux spécialistes des communs, Ruth Meinzen-Dick et Esther Mwangi, mentionnées par Elinor Ostrom parmi les chercheuses qu'elle a encouragées à poursuivre dans cette double voie genre et communs (May et Summerfield 2012b). Au regard de la sous-représentation des autrices des Suds globaux dans la littérature académique, il est notable que 2 des 6 autrices mentionnées ci-dessus en soient issues.

- Bina Agarwal est économiste, professeure à *Manchester University*. Elle développe des analyses conceptuelles et théoriques, qu'elle illustre avec des exemples et des cas précis. Elle est une des contributrices les plus prolifiques de ce double champ avec 12 publications. En outre celles-ci sont parmi les premières croisant la perspective de genre/féministe avec celle des communs. On peut de fait qualifier Bina Agarwal de pionnière en la matière.
- Ruth Meinzen-Dick est sociologue et anthropologue et occupe un poste de Senior Research Fellow à l'*International Food Policy Research Institute* (IFPRI). Ses recherches s'inscrivent dans une

démarche transdisciplinaire, et portent sur la façon dont les institutions et les politiques affectent le mode de gestion des ressources naturelles en particulier l'eau et les terres. Ses travaux s'appuient sur des études de cas. Elle est également une importante contributrice du double champ genre et communs avec 12 publications.

- Margreet Zwarteveen est ingénieure en irrigation et spécialiste des sciences sociales formée à l'Université de Wageningen aux Pays-Bas. Elle est professeure en gouvernance de l'eau à l'*Institut UNESCO-IHE de Delft pour l'éducation relative à l'eau (Pays-Bas)*. Elle étudie les politiques et les pratiques en matière d'eau, en se concentrant sur les questions d'égalité des sexes et de justice. Elle étudie les différentes institutions, organisations et technologies pour la distribution de l'eau et la régulation des flux d'eau, avec une approche interdisciplinaire, considérant la distribution de l'eau comme le résultat d'interactions entre l'écologie, les technologies et la société. Les relations de pouvoir et les questions politiques sont au cœur de son travail.
- Sylvia Federici est sociologue féministe marxiste dont les travaux anciens visent à mettre en lumière la valeur du travail domestique réalisé par les femmes dans toutes les sociétés et les mécanismes d'exploitation associées au patriarcat et au capitalisme. Elle contribue à hauteur de 4 documents à la littérature genre et communs. Ces publications sont assez récentes et témoignent des avancées de ses réflexions sur les communs qu'elle envisage comme une organisation permettant de dépasser le capitalisme et comme un moyen de résister au néolibéralisme.
- Anne M. Larson est chercheuse au *Center for International Forestry Research (CIFOR)*. Ses recherches portent sur les politiques de gouvernance des terres et des forêts, incluant les questions liées aux droits de propriété, au dérèglement climatique, aux territoires indigènes et au genre. Elle est diplômée en *environmental studies* de l'université de Stanford et a obtenu un PhD en *Wildland Resource Science*. Elle a également travaillé pour des ONG, et a été activiste et lobbyiste.
- Esther Mwangi était spécialiste des questions environnementales et des politiques publiques. Ancienne élève d'Ostrom, elle a contribué à introduire le genre dans la perspective ostromienne des communs. Ses recherches se concentraient sur les droits de propriété terriens et le genre. Son travail sur la division et la privatisation des communs détenus par les Maasai au Kenya a montré que les groupes les plus vulnérables ont été sujet à des traitements défavorables (Mwangi, 2006).

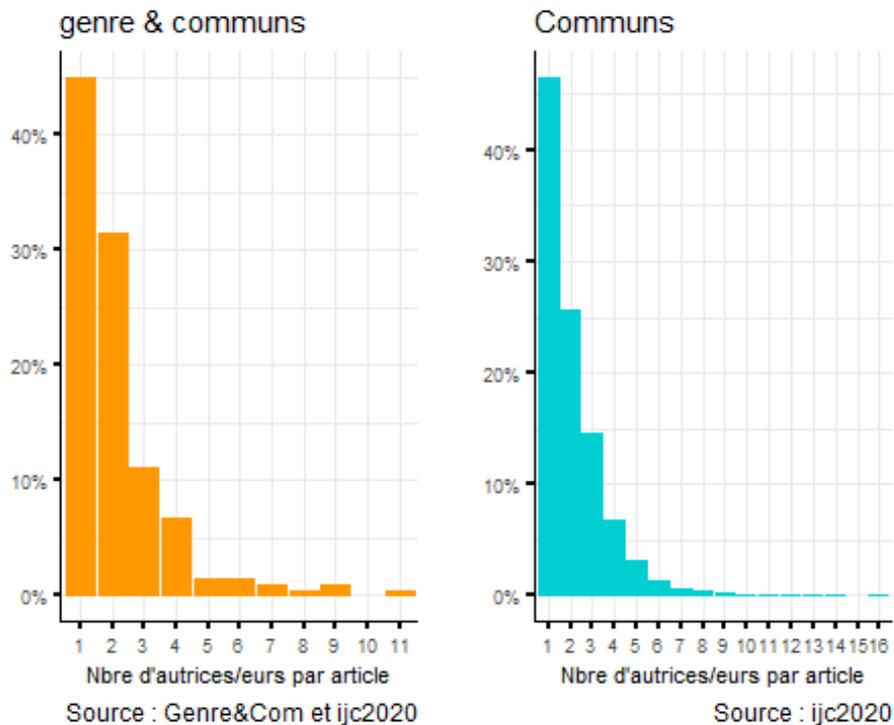
Tableau 3.2. Principales contributrices à la littérature genre et communs

Contributrices à la littérature genre et communs ayant + de 3 publications	
Autrices	Nombre de contributions
Agarwal, Bina	12
Meinzen-Dick, Ruth	12
Zwarteveen, Margreet Z.	6
Federici, Silvia	5
Larson, Anne M	4
Mwangi, Esther	4

Source : Genre&Com&ijc2020.

La pratique de co-autorat est assez répandue dans les deux champs comparés que ce soit celui des communs (avec environ 25% des papiers ayant 2 co-auteurs et 15% avec 3 co-auteurs) ou celui du genre et des communs (avec un peu plus de 30% des papiers écrits à 2 co-auteurs et 10% écrit à 3 co-auteurs).

Fig. 6. Co-authoring au sein de la littérature genre et communs

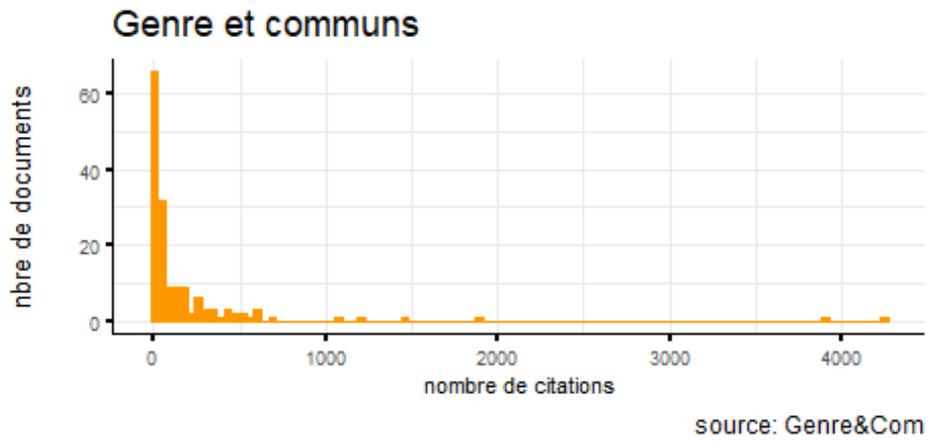


Les citations par publication

Dans les deux bases de données Genre&Com et ijc2020, nous disposons d'une information relative au nombre de citations pour chaque papier. Néanmoins les deux ne sont pas parfaitement comparables dans la mesure où ces informations n'ont pas été collectées au même moment. Or le nombre de citations se modifie au cours du temps pour certains papiers. Ainsi sur les papiers communs aux deux bases, le nombre de citations de la base Genre&Com plus récente, est systématiquement plus élevé que celui issu de la base ijc2020. Pour cette raison, nous ne regardons que la base Genre&Com sans compter les documents "genre" issu de la base ijc2020. La figure 7 indique que les papiers genre et communs sont assez représentés parmi les papiers ayant une centaine de citations. La comparaison avec le champ des communs semble montrer que ceux adoptant une perspective de genre sont davantage cités, ce qui reflète probablement le fait que ce champ est beaucoup plus restreint que celui des communs ce qui réduit les possibilités de citations car avec moins de travaux publiés le processus d'accumulation des citations est plus dynamique et donc en retour on trouve plus de citations pour chaque document. Parmi les documents cités au moins une fois, le nombre de citations moyen est sept fois plus élevé pour le champ genre et communs avec 205.8 citations par papier contre 29.4 pour le champ des communs. Le nombre médian de citation est cinq fois plus élevé pour le champ genre et communs que pour celui des communs en général, avec 41. Enfin le papier ayant le plus de citations dans le champ des communs est celui de Hardin (1968) avec 12 514 citations, alors que celui du champ genre et communs est celui de Agrawal et Gibson (1999), avec 4 249 citations²⁰.

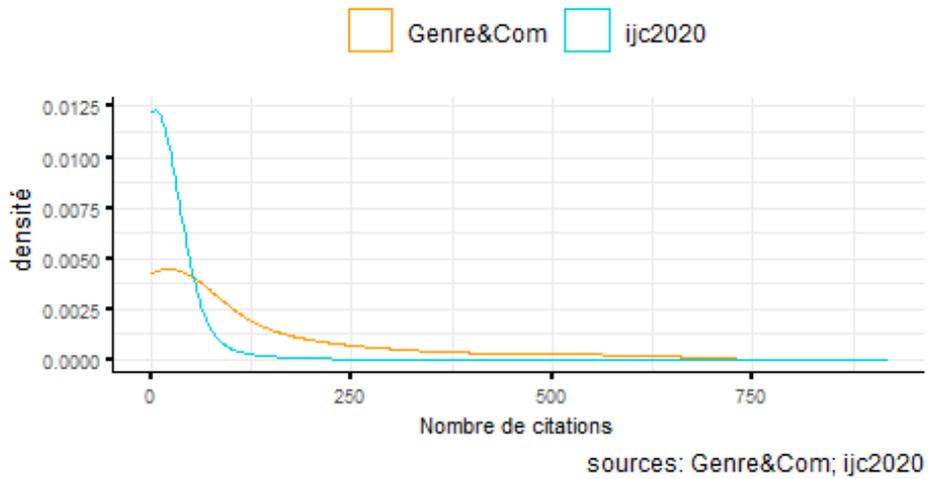
²⁰ Ce papier mentionne les possibilités de contestation de certains groupes marginalisés, comme les femmes ; son inclusion dans la base de données Genre&Com peut se discuter dans la mesure où la dimension genre est anecdotique.

Fig. 7. Citations des papiers au sein de la littérature genre et communs



Genre et communs Versus communs

nbre citations < à 1000/doc.



4. Cartographie de la littérature Genre et Communs

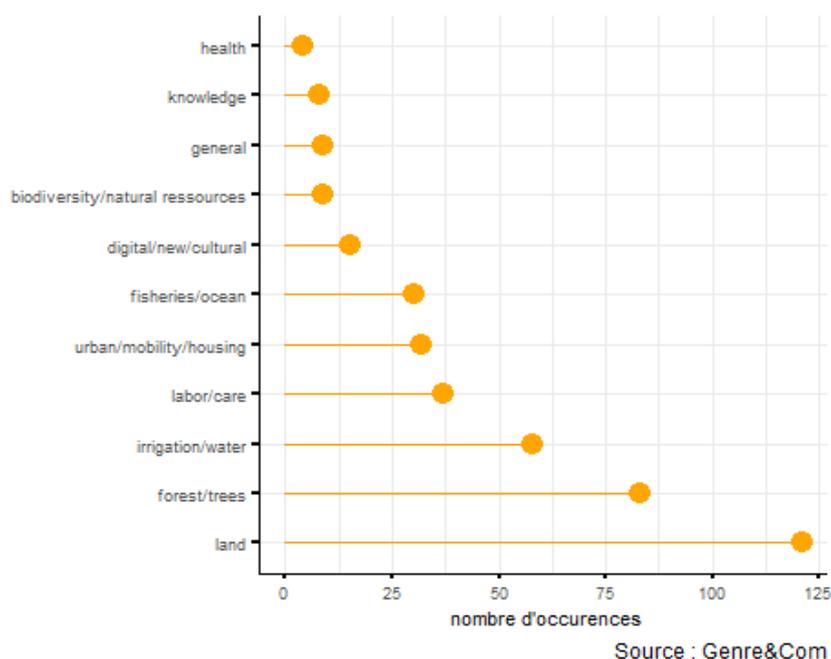
4.1. Quels types de communs et où ?

Les ressources sur lesquelles reposent les communs

Les recherches portant sur les communs sont souvent associées à des études de cas portant sur la gestion locale d'une ressource par une communauté. La base de données Genre&Com contient des informations précises sur les pays couverts par les différents articles ainsi que sur le type de ressources ou de communs sur lesquels portent les analyses. Un même article peut s'intéresser à la gestion de plusieurs ressources ou/et sur différentes zones géographiques. Ces informations ne sont pas disponibles dans la base de données ijc2020.

S'agissant du type de communs, on recense 11 types de communs différents. La figure 8 indique une représentation massive des terres, qui restent une préoccupation centrale de gestion des droits propriété en particulier dans les pays à bas revenu. Parmi les *big five* identifiés dans la littérature sur les communs (van Laerhoven & Ostrom, 2007) que sont la forêt, les systèmes d'irrigation, les pêcheries, les pâturages, l'eau, on retrouve en tête les terres/pâturages, suivi de la forêt et l'irrigation/eau. En revanche, la pêche n'arrive qu'après le care / le travail domestique et les communs urbains. Ces deux dernières ressources ou services soulèvent en effet des questions qui ne peuvent pas faire l'impasse sur une perspective de genre ou féministe : le *care* repose sur la division sexuée du travail et les communs urbains sont associés à l'accès à l'espace public marqué par des inégalités de genre. Tout comme dans la littérature générale sur les communs, on retrouve dans le champ genre et communs les thèmes nouveaux comme ceux relatifs à la biodiversité, au climat, à la production de connaissances.

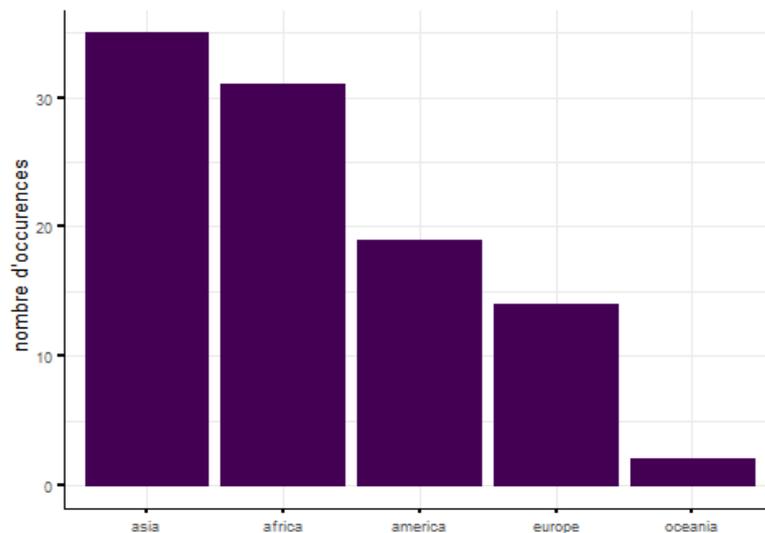
Fig. 8. Types de ressources/services représentées au sein de la littérature croisant genre et communs



Géographie des communs dans une perspective de genre

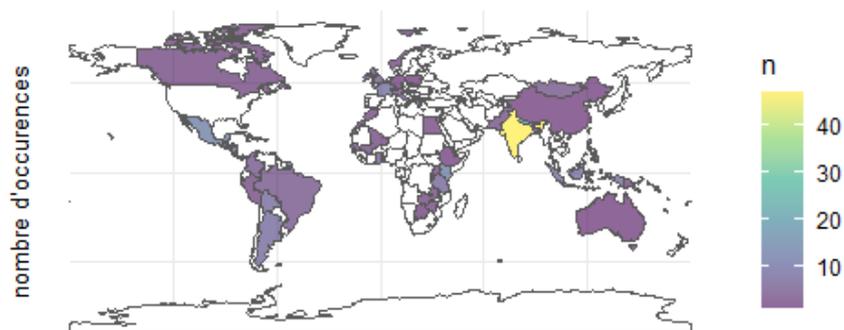
Parmi les documents issus de la base de données Genre&Com, on recense 72 pays. Les figures 9 et 10 donnent la répartition géographique de ces analyses par régions puis par pays. Elles indiquent un prisme spécifique sur l'Asie et sur l'Inde en particulier. Notons que la représentation importante de travaux de chercheuses indiennes, comme Bina Agarwal, qui a beaucoup publié sur ce double champ, explique en partie cette sur représentation des cas portant sur l'Inde. Mais il est possible que les modes d'organisation et la gestion locale de ressources en Inde soient davantage réalisés sous forme de communs.

Fig. 9. Représentation des régions géographiques au sein de la littérature genre et communs



Source : Genre&Com

Fig. 10. Représentation des pays au sein de la littérature genre et communs



Source : Genre&Com

4.2. Genre, féminisme et communs

Application de la grille d'analyse

Afin d'appliquer la grille d'analyse présentée dans le tableau 2.1, les documents ont été tagués pour repérer les deux entrées relatives aux études sur le genre, l'approche *genre* et l'approche *féministe*, et les deux entrées relatives aux communs, l'approche *analytique* et l'approche *politique* considérant les communs comme un principe politique. La figure 11 montre le poids respectif, mesuré en nombre de publications, de chaque catégorie. Le croisement le plus souvent mobilisé dans la littérature associe *genre* et approche *analytique* par étude de cas, avec 94 documents, soit 45.4 % de l'ensemble de la base Genre&Com&ijc2020. Notons, que ces deux entrées sont celles que nous avons définies par défaut, il convient donc de relativiser le poids de cette catégorie. L'approche féministe se répartit de façon équilibrée entre l'approche *analytique* ou approche *politique* des communs (avec respectivement 46 et 45 documents). La perspective féministe est tout autant mobilisée dans des publications se focalisant sur des analyses de cas pratiques que sur les communs entendus comme principe politique de renouvellement de l'ordre économique, social et politique. Le croisement le moins fréquent est celui qui articule une perspective genre et l'approche des communs comme un principe politique avec 22 documents, soit 10.6 % du corpus de textes de la base Genre&Com&ijc2020.

L'approche *genre* croisée à l'approche *analytique* est moins pluridisciplinaire que les trois autres, avec un nombre moyen de disciplines par publication de 1.9 contre plus de 2, 25 pour les autres croisements (2.55 pour le croisement *genre* et approche *politique*, 2.5 pour le croisement approche *analytique* et approche *féministe* et enfin 2.2 pour celui entre perspective *féministe* et communs comme principe *politique*²¹. En revanche, il s'agit du croisement dans lequel le co-autorat est le plus répandu avec en moyenne 2.34 co-auteurs par publication (1.95 pour le croisement *genre* et les communs comme principe *politique*, 2.17 pour le croisement approche *féministe* et approche *analytique*, et enfin 1.53 pour le croisement entre approche *féministe* et *politique*). L'approche par les communs comme principe politique semble moins propice au co-autorat que celle par les études de cas. Ceci peut s'expliquer par le type de connaissances produites: alors que dans le premier cas il s'agit le plus souvent de réflexion conceptuelle, dans le second il s'agit d'analyses terrain, avec une collecte de données et parfois la mise en oeuvre d'expérimentations, ce qui requiert la mobilisation d'une équipe de recherche plus large.

Le tableau 4.1 donne la répartition des disciplines au sein de chaque sous champs. L'approche analytique des communs, croisée avec celle du genre mobilise davantage l'économie que les trois autres approches. En effet, les expérimentations, les analyses empiriques et statistiques sont particulièrement développées dans cette perspective. On note que l'approche féministe quelle que soit l'approche des communs retenue mobilise davantage la sociologie, puis les *urban studies* et les *environmental studies*.

²¹ Sur la base Genre&Com uniquement car la base de données ijc2020 ne renseigne les disciplines que par document comme cela a déjà été mentionné précédemment.

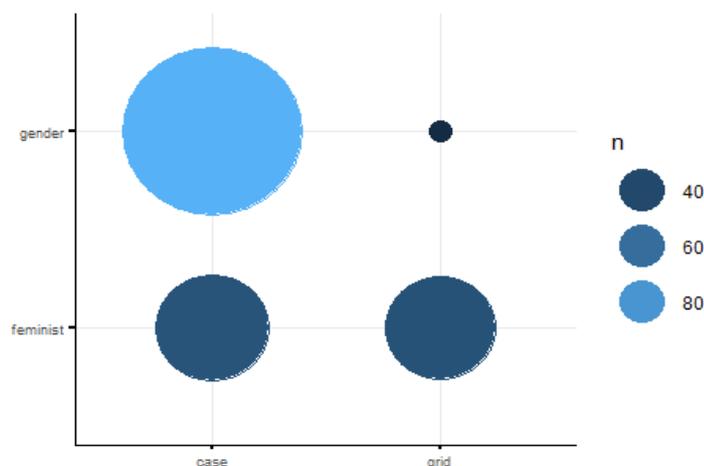
Tableau 4.1. Les disciplines au sein de chaque champ

Représentation des disciplines dans chaque sous champ				
En % des occurrences dans chaque champ				
	Approche analytique		Approche politique	
	Genre	Féministe	Genre	Féministe
anthropology	4.4%	5.0%	8.9%	3.5%
autres	3.8%	2.5%	3.6%	1.8%
economics	21.9%	17.5%	12.5%	10.5%
engineering	3.3%	2.5%	3.6%	7.0%
envir. studies	14.2%	12.5%	14.3%	15.8%
gender studies	3.3%	7.5%	1.8%	7.0%
geography/urban studies	9.8%	12.5%	14.3%	14.0%
philosophy	3.8%	5.0%	1.8%	5.3%
political science	15.8%	7.5%	12.5%	8.8%
regional/cultural studies	1.6%	5.0%	3.6%	1.8%
rural studies	1.6%	5.0%	3.6%	1.8%
sociology	16.4%	17.5%	19.6%	22.8%

Lecture : dans l'approche analytique des communs croisée à celle du genre, l'économie représente 21,8% des champs disciplinaires mobilisés
 Source : Genre&Com.

Pour mesurer dans quelle mesure le sexe de l'auteur modifie cette cartographie, nous produisons un graphique similaire à celui présenté dans la figure 11 en comptant le nombre d'auteurs ou d'autrices dans chacune des catégories identifiées (étant donné qu'il peut y avoir plusieurs auteurs ou autrices par document, les effectifs sont plus élevés que dans la figure précédente qui compte le nombre de documents²²). On constate assez nettement que les hommes publient beaucoup moins que les femmes en adoptant une approche *féministe* et en particulier l'approche croisant féminisme et communs comme principe politique comme le montre la figure 12. Ce constat n'a rien d'étonnant dans la mesure où historiquement les études féministes et du genre sont produites majoritairement par des femmes.

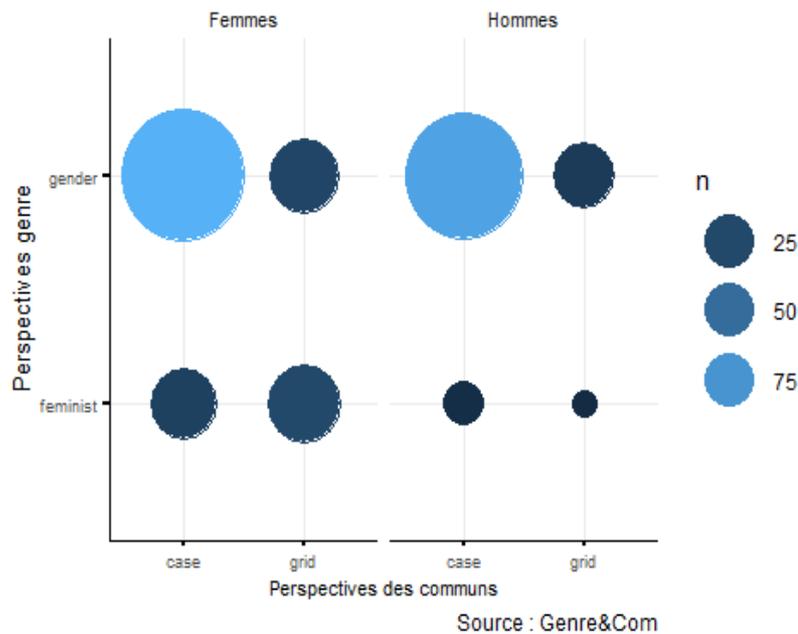
Fig. 11. Cartographie des approches au sein de la littérature genre et communs



Sources : Genre&Com&ijc2020

²² La base ijc2020 ne renseignant pas cette information, cette cartographie n'est réalisée que sur Genre&Com uniquement.

Fig. 12. Cartographie des approches selon le sexe de l'auteur



L'approche par le genre

- Articulation avec l'approche analytique des communs

Ce croisement est le plus représenté dans les bases de données mobilisée dans l'analyse (Genre&Com ou Genre&Com&ijc2020). Une partie de cette littérature analyse le rôle de la composition sexuée du comité décisionnaire sur les règles de gestion de la ressource. Parmi ces premières analyses croisant genre et communs, on trouve celles d'Agarwal (1992). Elle s'appuie sur le fonctionnement de ce qu'elle appelle les *village commons*, qui constituent un mode de gestion commune de ressources (telles que le fourrage, le carburant, les herbes médicinales, l'eau etc..) à l'échelle des villages dans l'Inde rurale.

Elle pointe trois grandes tendances :

1. la dégradation de la qualité et de la quantité des ressources,
2. le processus d'étatisation des ressources qui s'est poursuivi après la décolonisation,
3. le processus de privatisation des ressources.

Agarwal montre que, quelle que soit l'organisation, la question du genre est centrale mais ne peut suffire pour comprendre les relations de pouvoir et d'oppression à l'œuvre dans ces modes de gestion des ressources. La perspective du genre doit être articulée avec celle de la classe sociale ou de la caste d'appartenance et l'éthnicité. Ces différentes formes d'oppression conduisent à de multiples situations en particulier s'agissant de l'accès aux ressources et aux décisions dans la gestion de ces ressources, qui défavorisent particulièrement les femmes pauvres en Inde. Agarwal (2009) prolonge ses travaux en analysant le mode de gestion d'une forêt (en Inde et au Népal) selon

la composition sexuée du comité décisionnaire. Etant donné la grande dépendance des femmes rurales à la ressource forestière locale, l'économiste s'attend à ce que les femmes négocient des règles plus souples d'utilisation. Or, il ressort que les règles les plus strictes sont issues de comités comprenant des femmes à l'exception de ceux dans lesquels des femmes non propriétaires de terres sont particulièrement représentées. Les travaux de Suna, Mwangi et Meinzen-Dick analysent également l'effet de la composition des groupes d'utilisateurs des ressources forestières sur les pratiques, dans différents contextes nationaux (au Kenya, en Ouganda, en Bolivie, au Mexique) (Suna, Mwangi, et Meinzen-Dick 2011). Les groupes paritaires participent davantage au processus décisionnaire et sont plus enclins à adopter un usage exclusif de la ressource, alors que les groupes majoritairement composés de femmes participent moins aux processus de décisions, et sanctionnent moins en cas de non respect de la règle et excluent moins facilement des usagers. Des travaux similaires ont été réalisés dans d'autres contextes (Meinzen-Dick et Zwarteveen 1998; Zwarteveen 1997; Rap et Jaskolski 2019). Doss et al. (2020) identifient les spécificités de la propriété foncière des femmes qui doivent être pris en compte dans les indicateurs de suivis pour en assurer la pérennité. Elles proposent un cadre conceptuel pour identifier ces diverses dimensions et les facteurs qui les influencent. Les autrices montrent que la privatisation des communs ou encore leur étatisation précarisent les femmes. Par ailleurs, Levien montre que la dépossession de communs dans le cadre de réformes agraires dans différents contextes conduit systématiquement à réduire l'indépendance des femmes et ceci de façon différenciée selon la caste ou l'origine sociale ; elle conduit à renforcer leur assignation aux tâches reproductives au sein du ménage (Levien 2017).

Certains papiers mobilisent un cadre d'expérimentation pour mettre au jour le mode de coopération entre femmes et hommes dans la gestion d'une ressource. Par exemple, Aguilar-Ibarra, Micheli et al. (2016) montrent que les femmes sont moins enclines que les hommes à extraire de la ressource dès lors que des régulations, des sanctions sont appliquées. Ce résultat est obtenu à partir d'expériences menées dans les communautés de pêche côtière à Baja California au Mexique. Les auteurs suggèrent ainsi que le renforcement du rôle décisionnaire des femmes dans la gestion des communs associé à la mise en place d'un environnement institutionnel approprié conduirait à un mode de gestion de la ressource plus soutenable (Revollo-Fernández et al. 2016).

- Articulation avec l'approche politique des communs

Dans cette approche, on trouve des articles plus théoriques et adoptant souvent une posture critique du néolibéralisme, du capitalisme dans une perspective de rapports Nord/Sud. Podlashuc (2009) montre comment les pratiques des communs au sein de communautés autonomes, tels que les mouvements de femmes précaires qui résistent aux pratiques du marché, et la sociale écologie conduisent à déconstruire les oppressions de la modernité industrielle. Il s'agit de substituer l'agenda des populations à celui des élites. Kashwan et al. (2021) proposent un agenda de recherches empiriques et théoriques au sein des communs pour renforcer les ponts entre les analyses critiques de la propriété et la justice environnementale. Il s'agit de mieux comprendre comment les inégalités sociales, économiques et politiques affectent la constitution des groupes qui accèdent et contrôlent la ressource gérée sous forme de communs et de mettre l'accent sur le sexe, l'origine ethnique et l'origine sociale. Les autrices en appellent à repousser les frontières de la

théorie des communs en explorant le processus de *commoning* ou *decommoning* via “*grabbed commons*”. Elles proposent également de mobiliser la perspective des communs pour montrer le processus historique de colonisation et de dépossession capitaliste.

L'approche féministe

- Articulation avec l'approche politique

Cette double approche consiste à associer la perspective *féministe* et l'objectif d'égalité avec l'approche *politique* des communs visant à mettre fin au capitalisme, ou du moins à le contrôler davantage. A cela s'ajoute parfois une perspective décoloniale. Le mouvement éco féministe se situe dans cette double perspective. Cette approche considère que la domination masculine et la prédation des ressources naturelles par des sociétés productivistes sont liées l'une à l'autre. Perkins (2019) propose un panorama des fondements théoriques aux pratiques des éco féministes et des penseurs indigènes en matière de lutte contre l'économie fossile et des droits de propriétés marchands, pratiques fondées sur une mise en commun (*commoning*). Dans une autre contexte, Milani (2021) analyse trois communautés urbaines de jardins à Bruxelles. Le concept de communs permet d'identifier les jardins comme des espaces de pratiques *commoning* utilisant et gérant ces ressources collectivement. L'approche par l'éco féminisme met l'accent sur des logiques de domination qui assujettissent les femmes, les personnes racisées, ou d'origine sociale défavorisée. Ces logiques se reproduisent au sein de la communauté ou dans ses rapports avec l'extérieur. Les autrices concluent que ces jardins partagés peuvent constituer une alternative permettant de remettre en cause le patriarcat et le néolibéralisme capitaliste sous certaines conditions. Cette étude réalisée à partir d'entretiens et d'observations ethnographiques conclue que quatre facteurs sont fondamentaux pour éviter l'émergence de forme de domination dans la pratique des communs 1) l'échange de connaissances; 2) la responsabilité écologique, 3) un pouvoir décentralisé et 4) une interdépendance entre justice sociale et écologie.

Certaines publications se focalisent sur le travail de care comme ayant vocation à devenir un commun, afin de transformer l'économie de marché dans une perspective féministe. Il s'agit de lutter conjointement contre le capitalisme et le patriarcat, qui sont considérés comme étant deux systèmes liés l'un à l'autre. Federici (2011), dont les travaux se situent dans une perspective féministe marxiste, s'appuie sur les communs pour proposer une voie de sortie de l'économie de marché en particulier pour modifier le positionnement du travail de care au sein des sociétés. Il s'agit de revoir le socle sur lequel est fondée la société à savoir la division sexuée du travail et la non reconnaissance du travail de care. Elle explicite les conditions sous lesquelles les communs peuvent devenir un horizon pour dépasser le capitalisme (Caffentzis et Federici 2014). Elle attire l'attention sur le fait que les communs ne doivent pas devenir un moyen de fournir le travail de reproduction à bas coût. Dans la même veine, Dengler et Lang (2022) étudient comment organiser le travail de care dans une société de décroissance qui combine justice sociale et écologie sans prioriser la justice environnementale sur l'égalité des sexes. En mobilisant la grille des communs, les autrices proposent de sortir le travail de care de la sphère marchande. En dépassant la dichotomie sphère publique/sphère privée il s'agit de considérer le *care* comme un commun (“*commonization of care*”), en s'appuyant sur une communauté transformative telle qu'elle existe au marge du

capitalisme et créée par les mouvements sociaux partout dans le monde. Sciannamblo et al. (2021) associent les concepts de *commoning* et de *caring* (au sens global d'attention et de soin aux autres) et montrent en quoi cela constitue une alternative au capitalisme.

Enfin, Federici (2011) s'interroge sur la critique adressée par les féministes à la réforme de la propriété des terres en Afrique mise en oeuvre par la Banque Mondiale dans les années 1990. Celles-ci ont pointé le renforcement du système patriarcal. Elles ont montré que les femmes sans terre et vivant en zone urbaine se sont appropriées des terres publiques non utilisées pour accéder à une agriculture de subsistance. Federici porte un regard mitigé sur cette critique féministe des terres communales, elle y dénonce une dérive individualiste faisant le jeu du néolibéralisme. Cette réclamation des terres publiques non utilisées aurait dû ouvrir la voie de la constitution de nouveaux communs.

- Articulation avec l'approche analytique

Certains travaux reposant sur des analyses de cas de communs conduisent à relativiser la portée féministe des communs tels qu'ils se sont construits autour de traditions. Agarwal dénonce l'idéalisation de la gestion traditionnelle des ressources par les communs que défendent certaines branches de l'éco-féminisme. En effet, les règles et la gouvernance reposent souvent sur des pratiques patriarcales qui excluent les femmes, en particulier celles issues de castes inférieures, les plus précaires. À l'éco-féminisme, Agarwal substitue ce qu'elle appelle un féminisme environnementaliste qui met l'accent sur la matérialité des rapports humains et des oppressions (Agarwal 1992). Elle montre également que le renouveau des communs notamment par le biais du développement des *systems communal management*, (par exemple les *Joint Forest management*) ont conduit au passage d'un système d'accès aux ressources par la citoyenneté (appartenance au village) à un système de *membership* (appartenance au club). Ces nouveaux modes de gestion inspirés des communs ont été pensés sans prendre en compte le genre et les rapports de domination de classe, donnant ainsi davantage de pouvoir aux hommes. Les femmes les plus pauvres ont été exclues de l'accès à ces ressources et de leur gestion (Agarwal 1997). De la même façon, Carney (1993) montre que la modification de la gestion des marécages en Gambie suite à une réforme agraire a accru les conflits entre les femmes et les hommes, ces derniers ayant alors la possibilité de clôturer les terres et ainsi de prendre le contrôle du travail domestique des femmes. En réaction, celles-ci ont développé des modes de résistance face à cette perte de contrôle sur les ressources.

Conclusion

La littérature associant perspective de genre et réflexion sur les communs n'est pas nouvelle, mais reste à ce jour encore insuffisamment explorée. Elle est appelée à se développer, car cette articulation est particulièrement féconde pour comprendre les mécanismes d'oppressions, d'assujettissement et d'inégalités entre les sexes tels qu'ils émergent dans la gestion des ressources, et les modes de propriétés qui lui sont associés. A l'instar des études sur le genre et études féministes, et de celles sur les communs, la littérature genre et communs est hétérogène. L'analyse bibliométrique repose sur un double ancrage de cette littérature dans une perspective académique et analytique et dans une perspective normative ou d'activisme ou encore de combats politiques. Nous identifions ainsi quatre espaces de réflexions autour du genre et des communs. Le double champ du genre et des communs est propice à la pluridisciplinarité, ainsi qu'aux collaborations diverses. Les travaux en étude sur le genre ou féministes retrouvent ceux sur les communs à partir de thématiques liées à l'environnement, la préservation des ressources et celles liées au développement économique.

L'analyse bibliométrique montre que la plupart des travaux publiés croisent la perspective de genre avec l'approche analytique des communs, le champ le moins investi étant celui croisant une approche genre avec celle des communs comme principe politique. En outre, la perspective féministe est majoritairement investie par des autrices et sensiblement moins par les auteurs. Notons que cet état de la littérature devrait être complété de nouvelles entrées pour mieux documenter la part revenant aux chercheurs et chercheuses issus des Suds Globaux. Des controverses émergent au sein de ce double champ (par exemple autour des différents courants de l'éco féminisme). Cette étude apporte des éclairages en matière de pratiques et de mise en œuvre de projets de développement. Les communs ne sont pas exempts de formes d'oppressions (niveau du ménage ou de la communauté), une attention particulière à la perspective de genre est donc nécessaire. Celle-ci doit être croisée avec d'autres formes de dominations ou d'inégalités, comme l'origine sociale ou ethnique, ou encore l'orientation sexuelle. A ce jour l'agenda de recherche reste ouvert: plus de travaux empiriques sont requis pour comprendre les processus de recomposition des hiérarchies au sein des communs ainsi que les modes de résistances de la part des groupes opprimés.

Ce travail bibliométrique ouvre la voie d'une analyse de la littérature grise produite par les agences (nationales et onusiennes) et bailleurs pour le développement à l'instar de l'étude menée sur genre et climat (Forest et Foreste 2021). Il s'agirait de mieux saisir comment les croisements des littératures académiques sur le genre et les communs influencent les pratiques de ces acteurs. Dans cette optique, la grille de lecture proposée dans ce rapport pourrait être adaptée pour identifier des cadres discursifs et normatifs d'action (*policy frames*). Ce travail serait utile à des acteurs tels que l'AFD pour (re)définir leur approche des communs dans une perspective de transformation sociale et environnementale.

Sans prétendre à l'exhaustivité, ce rapport démontre de façon plus générale l'extraordinaire fécondité d'une approche croisée du genre et des communs pour aborder les enjeux associés à des transitions majeures auxquelles les sociétés font face :

- la transition environnementale qui exige une transformation des modes de gestion dominants des ressources ;
- les transitions démographiques liées au vieillissement qui exigent une prise en charge des personnes dépendantes dans divers contextes culturels et soulignent l'importance de la ressource, susceptible de *commoning* que constitue le care ;
- la transition numérique, qui à travers la marchandisation des données personnelles transforme radicalement les frontières du public et du privé tout en reproduisant, à l'échelle des intelligences artificielles, les catégories et hiérarchies liées au genre et à d'autres facteurs de discriminations.

Bibliographie

Agarwal, Bina (1992), « The Gender and Environment Debate: Lessons from India ». *Feminist studies* 18: 119-58.

———. (1997), « Environmental Action, Gender Equity and Women's Participation ». *Development and Change* 28 (1): 1-44.
<https://doi.org/10.1111/1467-7660.00033>

———. (2009), « Rule Making in Community Forestry Institutions: The Difference Women Make ». *Ecological Economics* 68 (8-9): 2296-2308.
<https://doi.org/10.1016/j.jecolecon.2009.02.017>

Agrawal, Arun et Clark C. Gibson (1999), « Enchantment and Disenchantment: The Role of Community in Natural Resource Conservation ». *World Development* 27 (4): 629-49.
[https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(98\)00161-2](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(98)00161-2)

Bauwens, Michel et Jean Lievens (2015), *Sauver le monde. Vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*. Éditions Les Liens qui libèrent. Paris.
<http://journals.openedition.org/nrt/2478>

Bereni, Laure, éd. (2014), *Introduction aux études sur le genre*. 2. Edition revue et augmentée 3. tir. Ouvertures politiques. Louvain-la-Neuve: De Boeck.

Boyle, James (2003), « The Second Enclosure Movement and the Construction of the Public Domain ». *Law and Contemporary Problems* 66: 42.

Buchanan, James M. (1965), « An Economic Theory of Clubs », 15.

Cardon, Philippe, Danièle Kergoat et Roland Pfefferkorn, éd. (2009), Université de Strasbourg, Laboratoire "Cultures et sociétés en Europe" et Association française de sociologie, *Chemins de l'émancipation et rapports sociaux de sexe*. Le genre du monde. Paris: la Dispute.

Carney, Judith (1993), « Converting the Wetlands, Engendering the Environment: The Intersection of Gender with Agrarian Change in the Gambia », 21.

Coriat, Benjamin (2017), « Communs (approche économique) ». In, Cornu, Marie, Orsi, Fabienne & Rochfeld, Judith (dir.), 267-68. Dictionnaires Quadrige. Paris: PUF.

D'Eaubonne, Françoise (2018), *Écologie et féminisme: révolution ou mutation ?* Nouvelle éd. Paris: Libre & solidaire.

Dardot, Pierre et Christian Laval (2014), *Commun: essai sur la révolution au XXI^e siècle*. Paris: La Découverte.

Dengler, Corinna et Miriam Lang (2022), « Commoning Care: Feminist Degrowth Visions for a Socio-Ecological Transformation ». *Feminist Economics* 28 (1): 1-28.
<https://doi.org/10.1080/13545701.2021.1942511>

Dietze, Gabriele (2014), « Decolonizing Gender, Gendering Decolonial Theory. Crosscurrents and Archaeologies ». In.

Doss, Cheryl, Ruth Meinzen-Dick, Audrey Pereira et Rajendra Pradhan (2020), « Women's Empowerment, Extended Families and Male Migration in Nepal ». *FPRI Discussion Paper*, n° 1977: 41.

Federici, Silvia (2011), *WorkingUSA* 14 (1): 41-56.
<https://doi.org/10.1111/j.1743-4580.2010.00319.x>

Ferber, Marianne A. et Julie A. Nelson éd. (1993), *Beyond economic man: feminist theory and economics*. Chicago: The University of Chicago Press.

Fontaine, Geneviève (2021), « Les communs de capacités : une analyse des Pôles Territoriaux de Coopération Économique à partir du croisement des approches d'Ostrom et de Sen ». <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-02422361/>

Forest, Maxime et Christlord Foreste (2021). « Une analyse critique des cadres interprétatifs autour des enjeux genre et climat ».

Forest, Maxime et Georges Mink éd. (2004). *Post-communisme : les sciences sociales à l'épreuve.* Pays de l'Est. Paris: Harmattan.

Fraisse, Geneviève (2010). *À côté du genre : sexe et philosophie de l'égalité.* Diagnostics. Lormont: le Bord de l'eau éd.

———. (2022). *La fabrique du féminisme* [Edition revue et augmentée d'un avant-propos de l'autrice, 2012, 1^{ère} ed.]. Lorient: Le Passager clandestin.

Fraser, Nancy (2010). « Marchandisation, protection sociale et émancipation ». *Revue de l'OFCE* 114 (3): 11-28. <https://www.cairn.info/revue-de-ofce-2010-3-page-11.htm>

Guillaumin, Colette (2016). *Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature.* Racine de iXe. Donnemarie-Dontilly : Éditions iXe.

Hardin, Garrett (1968). « The Tragedy of the Commons: The Population Problem Has No Technical Solution; It Requires a Fundamental Extension in Morality. » *Science* 162 (3859): 1243-48. <https://doi.org/10.1126/science.162.3859.1243>

Harding, Sandra G. (1991). *Whose science? Whose knowledge? Thinking from women's lives.* Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.

Heller, Michael A. et Rebecca S. Eisenberg (1998). « Can Patents Deter Innovation? The Anticommons in Biomedical Research » 280: 4.

Héritier, Françoise (2012). *Masculin-féminin. [I]. La pensée de la différence.* Paris: Odile Jacob.

Jourdain, Édouard (2021). *Les communs.* Paris: Que sais-je ?

Kashwan, Prakash, Praneeta Mudaliar, Sheila R. Foster et Floriane Clement (2021). « Reimagining and Governing the Commons in an Unequal World: A Critical Engagement ». *Current Research in Environmental Sustainability* 3: 100102. <https://doi.org/10.1016/j.crsust.2021.100102>

Klein, Naomi (2001). « Reclaiming the Commons ». *New Left Review*, n° 9 (juin): 81-89.

Laerhoven, Frank van, Michael Schoon et Sergio Villamayor-Tomas (2020). « Celebrating the 30th Anniversary of Ostrom's *Governing the Commons*: Traditions and Trends in the Study of the Commons, Revisited ». *International Journal of the Commons* 14 (1): 208224. <https://doi.org/10.5334/ijc.1030>

Łapniewska, Zofia (2016). « Reading Elinor Ostrom Through a Gender Perspective ». *Feminist Economics* 22 (4): 129-51. <https://doi.org/10.1080/13545701.2016.1171376>

Levien, Michael (2017). « Gender and Land Dispossession: A Comparative Analysis ». *The Journal of Peasant Studies* 44 (6): 1111-34. <https://doi.org/10.1080/03066150.2017.1367291>

Leyronas, Stéphanie et Tamatoa Bambridge (2018). « Communs et développement : une approche renouvelée face aux défis mondiaux ». *Revue internationale des études du développement* 233 (1): 11-29. <https://www.cairn.info/revue-internationale-des-etudes-du-developpement-2018-1-page-11.htm>

Lombardo, Emanuela, Petra Meier et Mieke Verloo, éd. (2012). *The discursive politics of gender equality: stretching, bending and policymaking.* First issued in paperback. Routledge/ECPR studies in European political science 59. London New York: Routledge.

Lutz, Helma, Maria Teresa Herrera Vivar et Linda Supik (2016). *Framing intersectionality: debates on a multi-faceted concept in gender studies.* London: Routledge.

May, Ann Mari et Gale Summerfield (2012a). « Creating a Space Where Gender Matters: Elinor Ostrom (1933-2012) Talks with Ann Mari May and Gale Summerfield ». *Feminist Economics* 18 (4): 25-37. <https://doi.org/10.1080/13545701.2012.739725>

———. (2012b). « Creating a Space Where Gender Matters: Elinor Ostrom (1933-2012) Talks with Ann Mari May and Gale Summerfield ». *Feminist Economics* 18 (4): 25-37. <https://doi.org/10.1080/13545701.2012.739725>

Medie, Peace A. et Alice J. Kang (2018). « Power, knowledge and the politics of gender in the Global South ». *European Journal of Politics and Gender* 1 (1-2): 37-54. <https://doi.org/10.1332/251510818X5272520831157>

Meinzen-Dick, Ruth et Margreet Zwartveen (1998), « Gendered participation in water management: Issues and illustrations from water users' associations in South Asia ». *Agriculture and Human Values* 15 (4): 337-45.
<https://doi.org/10.1023/A:1007533018254>

Milani, Bruna Farine (2021), « Commoning in Urban Gardens in Brussels, an Ecofeminist approach to the Urban Commons ». https://urbanstudies.brussels/sites/default/files/2021-09/2021_Farine%20Milani.pdf

Nussbaum, Martha C. (1997), « Capabilities and Human Rights ». *Fordham Law Review* 66 (2): 30.

Ostrom, Elinor (1990), *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. 1^{re} éd. Cambridge University Press.
<https://doi.org/10.1017/CBO9780511807763>

———. (1999), « Coping with Tragedies of the Commons ». *Annual Review of Political Science* 2 (1): 493-535.
<https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.2.1.493>

———. (2008), « Developing a Method for Analyzing Institutional Change ». In, Sandra Batie and Nicholas Mercurio (dir.), 57. London: Routledge.

Ostrom, Elinor, Roy Gardner et Jimmy Walker (1994), *Rules, Games, and Common-Pool Resources*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press.
<https://doi.org/10.3998/mpub.9739>

Ostrom, Elinor et Éloi Laurent (2012), « Par-delà les marchés et les États ». *Revue de l'OFCE* 120 (1): 13-72.
<https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2012-1-page-13.htm>

Périvier, Hélène (2020), *L'économie féministe : pourquoi la science économique a besoin du féminisme et vice versa*. Les Presses de Sciences Po. Paris.

Perkins, Patricia E. Ellie (2019), « Climate Justice, Commons, and Degrowth ». *Ecological Economics* 160: 183-90.
<https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.02.005>

Pochic, Sophie (2018), « 2 - Féminisme de marché et égalité élitiste ? ». In, 42-52. Recherches. Paris: La Découverte.
<https://doi.org/10.3917/dec.maru.2018.01.0042>

Podlashuc, Leo (2009), « Saving Women: Saving the Commons ». In, Pluto Press and Spinifex Press, 372-95. In Ariel Salleh (Dir.). Londres.

Rap, Edwin et Martina Sherin Jaskolski (2019), « The Lives of Women in a Land Reclamation Project: Gender, Class, Culture and Place in Egyptian Land and Water Management ». *International Journal of the Commons* 13 (1): 84.
<https://doi.org/10.18352/ijc.919>

Revollo-Fernández, Daniel, Alonso Aguilar-Ibarra, Fiorenza Micheli et Andrea Sáenz-Arroyo (2016), « Exploring the Role of Gender in Common-Pool Resource Extraction: Evidence from Laboratory and Field Experiments in Fisheries ». *Applied Economics Letters* 23 (13): 912-20.
<https://doi.org/10.1080/13504851.2015.1119786>

Samuelson, Paul A. (1954), « The Pure Theory of Public Expenditure ». *The Review of Economics and Statistics* 36 (4): 387.
<https://doi.org/10.2307/1925895>

Schlager, Edella et Elinor Ostrom (1992), « Property-Rights Regimes and Natural Resources: A Conceptual Analysis ». *Land Economics* 68 (3): 249.
<https://doi.org/10.2307/3146375>

Sciannamblo, Mariacristina, Marisa Leavitt Cohn, Peter Lyle et Maurizio Teli (2021), « Caring and Commoning as Cooperative Work: A Case Study in Europe ». *Proceedings of the ACM on Human-Computer Interaction* 5 (CSCWI): 1-26.
<https://doi.org/10.1145/3449200>

Scott, Joan Wallach et Claude Servan-Schreiber (2012), *De l'utilité du genre*. Paris: Fayard.

Sen, Amartya (2005), « Human Rights and Capabilities ». *Journal of Human Development* 6 (2): 151-66.
<https://doi.org/10.1080/14649880500120491>

Shiva, Vandana (2020), *Reclaiming the commons: biodiversity, indigenous knowledge, and the rights of Mother Earth*. New edition. Santa Fe: Synergetic Press.

Suna, Y., E. Mwangi et R. Meinzen-Dick (2011), « Is Gender an Important Factor Influencing User Groups' Property Rights and Forestry Governance? Empirical Analysis from East Africa and Latin America ». *International Forestry Review* 13 (2): 205-19.
<https://doi.org/10.1505/146554811797406598>

Zwarteveen, Margreet Z. (1997).

« Water: From Basic Need to Commodity: A Discussion on Gender and Water Rights in the Context of Irrigation ». *World Development* 25 (8): 1335-49.

[https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(97\)00032-6](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(97)00032-6)

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

Avec un catalogue de plus de 1 000 titres, et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Retrouvez-les toutes en libre accès sur editions.afd.fr

Pour un monde en commun.

Directeur de publication Rémy Rioux

Directeur de la rédaction Thomas Mélonio

Dépôt légal 2^{ème} trimestre 2023

ISSN 2492 - 2846

Crédits et autorisations

License Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils

Conception et réalisation AFD

Imprimé par le service reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications :

<https://www.afd.fr/fr/ressources-accueil>